

MANIFESTE

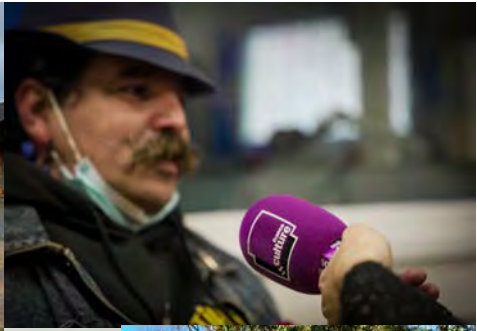
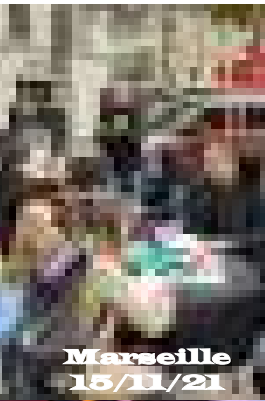
NOS QUARTIERS
ONT DE LA
jeu de!



JUSTICE POUR NOS QUARTIERS

SYNTHESE - 12 MARS 2022

LES ACTEURS DU TOUR DE FRANCE 21/22



NOS VOIX COMPTENT



**FAIRE POUR NOUS, SANS NOUS,
C'EST FAIRE CONTRE NOUS !**

AVANT-PROPOS

Créée en 2014, suite au rapport Bacqué-Mechmache « Pour une réforme radicale de la politique de la ville », la Coordination nationale Pas sans Nous, porte-voix des quartiers populaires, a initié son Tour de France :

« Nos quartiers ont de la gueule ! »

Dans le contexte de l'élection présidentielle, face à la pandémie que nous venons de vivre et qui a mis en lumière et exacerbé les inégalités que nous subissons au quotidien, face à la montée des discours racistes, sécuritaires et antisociaux, il semblait essentiel de remettre au centre des débats les sujets qui préoccupent réellement les habitant·es en leur donnant la parole.

Aussi, du 29 octobre au 5 mars 2022, les habitant·es et militant·es bénévoles de Pas sans Nous se sont déplacés en caravane dans une quarantaine de villes pour susciter des échanges et des débats, débattre de l'enjeu que constitue la démocratie, qu'elle soit représentative ou participative, combattre les discours racistes, sécuritaires et antisociaux, soutenir les luttes locales.

Les habitant·es ont été des milliers à nous accueillir ce qui montre que l'abstention record lors des dernières élections n'est pas le signe d'un désintérêt des citoyen·nes, c'est la manifestation de leur refus de n'être que le fonds de commerce ou la réserve de voix des candidat·es !

Partant du recueil et de l'analyse des propositions des habitant·es et de leurs revendications, nous avons élaboré ce manifeste pour interpeller les différent·es candidat·es et le rendre public lors de l'événement de clôture du Tour de France, le 12 mars à Paris.

Un constat unanime : le caractère inégalitaire de notre société, particulièrement exacerbé dans les quartiers populaires

Les discriminations et inégalités sont l'analyseur commun à l'ensemble des sujets dont nous ont parlé les habitant·es. Qu'il s'agisse du logement, de l'emploi, de la scolarité ou des services publics, de la culture, de la santé ou de l'écologie, quels que soient leur âge et leur genre, les habitant·es parlent de leur quotidien et font des propositions, mais l'immense majorité des constats est marquée par les discriminations.

Les habitant·es n'ont pas toujours l'impression que les pouvoirs publics s'attaquent aux discriminations qu'ils subissent et qui semblent admises. Quant aux inégalités, beaucoup de témoignages viennent les dénoncer et estiment qu'elles sont engendrées par les politiques publiques – ou leur absence –, et expriment aussi un sentiment d'abandon.

Une exigence : un traitement équitable des quartiers

Les habitant·es dénoncent l'effet des discriminations dans le quotidien. Ils et elles mettent en évidence des injustices subies qui s'avèrent structurelles, telles que les discriminations selon l'origine des personnes et le quartier d'habitation. Certains font apparaître l'articulation entre les facteurs sociaux, urbains avec le facteur racial, et les inégalités.

D'autres font le constat de l'échec, voire du refus des pouvoirs publics, à apporter une solution. Le discours officiel des politiques publiques sur l'égalité de tous devant la loi, de la loi comme garante de l'égalité, ne parvient plus à masquer les discriminations dont beaucoup, extérieurs à ces quartiers, ne soupçonnent pas l'ampleur.

Cette stigmatisation n'a cessé de s'amplifier depuis de nombreuses années pour culminer avec la loi confortant les principes républicains, dite loi contre le « séparatisme ». La campagne présidentielle ne s'y attaque pas. Pourtant, depuis des décennies, les habitant·es des quartiers populaires ne cessent de dénoncer les discriminations et les inégalités sociales dont ils et elles sont les premières victimes. Ils et elles nous ont fait part de l'ampleur de la montée de ces discriminations et inégalités et de leurs conséquences sur la vie quotidienne.

Entendez-nous : nos voix comptent !

Nous avons une expertise ! Nous sommes des acteur·rices et citoyen·nes à part entière ! C'est la démocratie qui est en danger !

LA PRODUCTION DE LA CARAVANE



Entre le 29 octobre 2021 et le 5 mars 2022, la caravane du Tour de France « Nos quartiers ont de la gueule ! », avec à son bord des militant·es engagés de Pas sans Nous, a sillonné la France du Nord au Sud et d'Est en Ouest afin d'aller à la rencontre des habitant·es et de recueillir leurs constats et revendications.

La préparation de ces étapes a nécessité en amont un lourd travail d'organisation en nous appuyant sur les structures locales, souvent associatives. Ensemble, nous avons élaboré en un temps record des programmes riches qui nous ont permis de rencontrer, d'échanger et de débattre avec plusieurs dizaines de milliers de personnes. Nous remercions les élus locaux qui nous ont soutenus et facilité nos démarches administratives afin d'obtenir les autorisations de s'installer sur l'espace public. Mais nous regrettons aussi d'avoir dû annuler plusieurs étapes faute d'autorisation et sans réponse à nos sollicitations. Nous avons eu notamment très peu d'autorisations pour nous installer dans les centres-villes alors que nous souhaitons diversifier le plus possible les quartiers.

Les lieux où nous nous sommes posés étaient à la fois très variés mais aussi assez semblables. Ainsi nous avons été très souvent autorisés à nous installer sur les marchés ou à proximité immédiate, mais aussi sur des places centrales de la ville, ou encore un peu plus en retrait des lieux de passage, devant les locaux des structures associatives qui nous accueillaient, ou encore en plein cœur des quartiers.

L'emplacement, le jour de la semaine et la météo étaient des facteurs importants pour le succès d'une étape. Les dimanches par exemple étaient des journées où il y avait moins de monde sur les étapes sauf lorsque nous étions sur des marchés. La mobilisation en amont par les acteurs locaux a également eu un très gros impact sur la participation des habitant·es.

Ainsi les villes sont assez inégales quant à la quantité de questionnaires remplis. La quantité étant toutefois compensée par l'ensemble des échanges et débats très riches. L'étape la plus productive en questionnaires remplis a été en premier lieu la métropole d'Orléans dans laquelle nous avons été dans quatre quartiers différents. L'étape a été organisée par une dynamique locale associative portée par Pas sans Nous 45. Viennent ensuite les étapes de Marseille, où nous nous sommes installés près de la Canebière et sur le parking de l'Après M, et de Saint-Denis, où nous étions sur le campus de l'université.

LE TOUR DE FRANCE C'EST

- ⇒ **54** journées d'action
- ⇒ **46** caravanier·es bénévoles mobilisé·es
- ⇒ **des centaines de bénévoles mobilisé·es**
- ⇒ **une dizaine d'élu·es locaux venu·es à notre rencontre**
- ⇒ **une quarantaine d'articles de presse et reportages**
- ⇒ **44** villes-étapes et **74** quartiers
- ⇒ **8600** kilomètres parcourus
- ⇒ **6** balades urbaines
- ⇒ **5** rencontres avec des Tables de quartier
- ⇒ **4** participation à des manifestations
- ⇒ **25** tables rondes ou débats

LA PRODUCTION DE LA CARAVANE

Déroulé d'une étape

Dans des conditions climatiques parfois difficiles au vu de la saison (froid, pluie, vent, neige), nous nous sommes arrêtés dans plus de 74 quartiers de France métropolitaine avec notre caravane, nos deux barnums, des tables et des chaises. Grâce à notre générateur, nous avons été en mesure de préparer du café à offrir et partager sur chaque étape et de recharger notre sono pour pouvoir diffuser un peu de musique et interpeller les habitant·es au micro.

À peine installé-es, les premières personnes s'approchaient pour regarder avec un œil curieux, interrogateur et légèrement méfiant. Dans ce contexte de campagne présidentielle, on est parfois obligé de rassurer les personnes sur le fait que nous ne sommes pas un parti politique. Une fois rassurées sur ce point, les personnes acceptent très souvent bien volontiers de parler, d'échanger et de remplir un questionnaire, seules ou avec l'aide d'un ou d'une caravanier·ère.

Il est important de souligner la facilité avec laquelle les personnes se confient, aussi bien les personnes âgées que les plus jeunes. Alors que nous sommes encore en crise COVID, on perçoit un besoin très fort de parler, communiquer, se confier, être écouté, entendu et considéré. Les confinements et l'enchaînement des différentes vagues du coronavirus ont isolé les personnes, ont brisé les liens sociaux et les moments de convivialité. Notre arrivée a été vécue par certains comme une bouffée d'air frais.



Outils et méthodes d'analyse

Les questionnaires collectés ont été traités au fur et à mesure de la progression de la caravane. Un petit comité composé de chercheur·es et militant·es spécialisé·es sur différentes thématiques a retranscrit tous les questionnaires afin de pouvoir les analyser. L'exercice demandé était **dans un premier temps** de donner quelques informations sociologiques basiques (sexe, âge, situation familiale, catégorie professionnelle, commune d'habitation).

Dans un second temps, il s'agissait d'établir un classement des priorités des habitant·es à partir de 21 thèmes assez larges recensés avec la possibilité d'en ajouter d'autres. Cette partie n'a pas toujours été bien comprise, aussi nous avons récolté un certain nombre de questionnaires qui étaient soit cochés, soit entourés sans qu'il y ait la possibilité de dégager une priorisation des thèmes.

La dernière partie offrait la possibilité d'une libre expression sur 3 thèmes en demandant de faire 5 constats et 5 propositions à chaque fois. Les personnes se sont très souvent appropriées le questionnaire en choisissant de ne traiter qu'un seul thème ou en traitant 5 thèmes sous un seul intitulé.

Lors de l'analyse des questionnaires, nous avons ainsi été amenés à attribuer ou à réattribuer un thème correspondant au propos. Puis nous avons tenté de dégager en restant au plus près des propos des personnes, les idées les plus fortes.

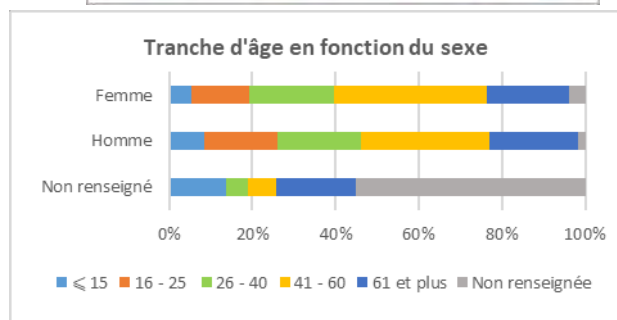
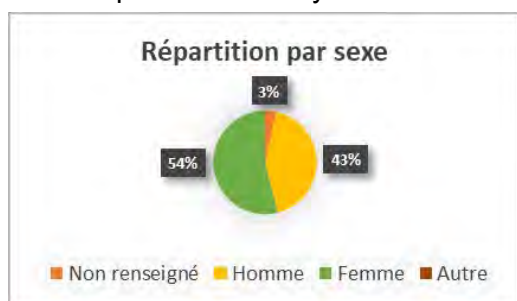
Ce que disent les questionnaires



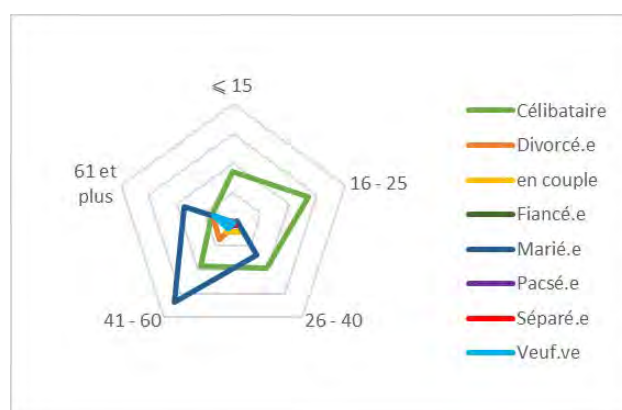
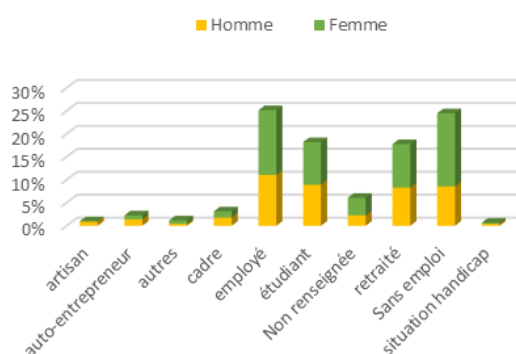
Qui sont les personnes rencontrées ?

Résidant dans **131 communes** différentes et dans **41 départements**, le panel de personnes ayant répondu est légèrement plus féminin (54%). **Les répondant-es sont âgé-es de 7 à 91 ans avec une moyenne d'âge et un âge médian de 43 ans.** La répartition par tranche d'âge correspond globalement aux chiffres nationaux de l'INSEE avec environ 22 % de moins de 26 ans, 53 % entre 26 et 60 ans et 21 % de plus de 61 ans.

La majorité des personnes est en activité avec une proportion importante d'employé-es (24 %). On peut noter une part importante de personnes sans emploi (24 %), un nombre largement supérieur à la moyenne nationale autour de 7 % mais dans la moyenne des quartiers prioritaires, soit près de 3 fois supérieur à la moyenne nationale.



Répartition par catégorie professionnelle et genre (en %)



Quel est le classement des thèmes ?

Si l'emploi est le thème le plus classé en numéro 1, en tenant compte de l'ensemble du classement dans les questionnaires, le logement / cadre de vie passe en premier.

Néanmoins les deux premiers thèmes se détachent largement des autres.

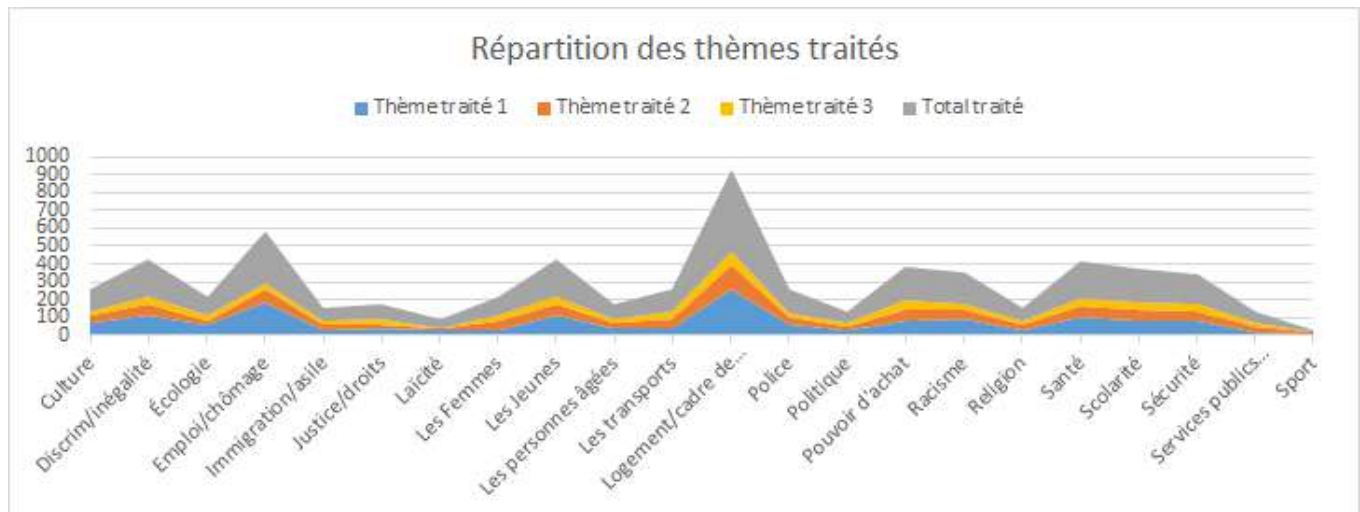
Rang	Thèmes	Rang	Thèmes
1	Logement / cadre de vie	12	Les Femmes
2	Emploi / chômage	13	Écologie
3	Santé	14	Les Personnes âgées
4	Discrimination / Inégalités	15	Police
5	Racisme	16	Les Transports
6	Les Jeunes	17	Religion
7	Scolarité	18	Immigration / Asile
8	Sécurité	19	Services publics / Dématérialisation
9	Pouvoir d'achat	20	Laïcité
10	Culture	21	Politique
11	Justice/droits	22	Sport

Ce que disent les questionnaires



Quels sont les thèmes les plus traités ?

Le classement des thèmes traités est légèrement différent du classement précédent. Le thème des transports, par exemple, remonte clairement de même que les Jeunes et le Pouvoir d'achat. Toutefois, le Logement et l'Emploi se dégagent encore très nettement en tant que thèmes choisis pour être traités.



De tous les thèmes traités dans les questionnaires, il ressort un faisceau de thématiques qui concentre l'attention et les critiques de nombreuses personnes :

Logement
Emploi
Discriminations-Inégalités
Racisme
Pouvoir d'achat

1. Le logement

apparaît comme la pierre angulaire de la difficulté à vivre décemment : logements privés insalubres et chers, logements sociaux souvent de mauvaise qualité et mal entretenus par les bailleurs ou voués à la démolition dans un contexte de mépris des locataires.

Les mauvaises conditions de logement ou l'absence d'un logement digne de ce nom créent le sentiment d'être rejeté par la société, souvent référé au racisme ou à la discrimination.



2. Le travail

est aussi évoqué massivement comme un problème :

- pas d'emploi (souvent lié à l'absence de papiers ou au racisme-discrimination) ;
- emploi mal payé ;
- emploi trop précaire ;
- emploi manquant de sens ;
- études ou formations ne débouchant pas sur un emploi correspondant au niveau atteint ; c'est vécu comme une injustice rapprochée de l'origine (racisme) et du fait d'habiter dans un quartier (discrimination)

« Je veux juste travailler » : derrière la simplicité de la formule, voire sa banalité, c'est toute l'angoisse d'un monde fermé où une chose élémentaire comme le travail apparaît à la fois planche de salut et hors d'atteinte.



COORDINATION NATIONALE
PAS SANS NOUS

Généraliser le développement des Tables de quartier

Espaces citoyens qui réunissent associations et/ou habitant·es mobilisé·es à l'échelle du quartier. Leur but est de mener des actions collectives permettant l'amélioration des conditions de vie dans le quartier, à partir d'enjeux, préoccupations et envies d'agir soulevés par les habitant·es.

Créer le « fonds pour une démocratie d'initiative citoyenne »

Doté annuellement de 5% du montant total de l'argent public consacré au fonctionnement de la démocratie représentative afin de permettre de financer l'organisation collective des citoyen·nes et des possibilités d'une expertise indépendante.

Abroger la loi pour le Renforcement des valeurs de la République

Notamment le contrat d'engagement républicain et d'obligation de suivre les formations aux valeurs de la République et de la laïcité.

Mieux soutenir le développement des activités d'utilité sociale portées par les associations

Sécuriser l'autonomie des associations et lutter contre toutes formes d'intimidations, contraintes, répressions politiques. Mettre à disposition des locaux gratuitement par les bailleurs sociaux pour les associations remplissant un service de vie sociale. Notifier les réponses aux demandes de subventions dès janvier et justifier les éléments de la réponse.

JUSTICE POUR NOS QUARTIERS !



Sur le logement et le cadre de vie

Mettre en application et évaluer l'article 1.3 du règlement intérieur de l'Anru :
« Les habitants et usagers du quartier, [...] sont parties prenantes du projet de renouvellement urbain [...] dans une dynamique de co-construction ».

Créer le « fonds d'initiative citoyenne »

Généraliser l'encadrement et le plafonnement des loyers

Inverser la logique d'attribution : adapter le montant du loyer + charges aux ressources de la famille et non attribuer un logement en fonction des ressources.

Construire et reconstruire plus de PLAI et de logements abordables

Faciliter l'accès à des logements financièrement abordables, en augmentant massivement leur production et en revalorisant les aides personnelles au logement.

Les transports

Gratuité des transports en commun

Engager de véritables négociations sur la gratuité des transports en commun.

Augmentation des fréquences et extension des dessertes, dans le temps et l'espace, notamment pour les personnes qui habitent en quartier populaire et qui bien souvent travaillent en horaires décalés.

Développer et promouvoir les plateformes solidaires pour pallier le manque de pouvoir d'achat pour les voitures électriques, les mobilités douces et leur entretien...

Sur l'écologie

Créer une politique écologique et sociale par la création de Maisons de la transition dans tous les départements

Composée, d'experts en énergie, de scientifiques, des professionnel·les, d'acteur·rices et d'habitant·es, elles auront pour mission de mettre en œuvre une politique de transition écologique et sociale.

Faire des quartiers des modèles de transitions énergétiques

Se servir des programmes de l'ANRU pour faire des quartiers des modèles de transitions énergétiques. Imposer et contrôler via les Maisons de la transition que les projets soient éco-responsables et durables du chantier à l'habitat et au cadre de vie.

Mettre en place des ateliers de sensibilisation aux questions écologiques dès l'école. Créer des postes de « médiateur·rices écologiques ».

Sur l'emploi et le chômage

Une campagne nationale d'accès des jeunes à la formation et à l'emploi par une action conjointe de l'État et des entreprises

Un dispositif à quatre branches : État, entreprises publiques, service public de l'emploi, jeunes. Les Missions Locales sont les acteurs de ces dispositifs à l'échelle des quartiers.

Un suivi personnalisé et prolongé à l'écoute des chercheur·ses d'emploi jusqu'à l'obtention de résultats.

Il ne suffit pas de donner des informations, il faut agir avec les personnes. Les accompagner vers l'emploi implique d'être avec elles et eux et d'examiner ensemble toutes les données de leur situation et de construire une stratégie.

Évaluer systématiquement les dispositifs de lutte contre le chômage et d'accès à l'emploi et publier les évaluations afin que tout un chacun puisse juger si les mesures prises permettent ou non de faire reculer le chômage et d'améliorer les conditions de travail.

Sur le pouvoir d'achat

Créer la sécurité sociale de l'alimentation

Elle défend le principe d'un droit à l'alimentation durable, qui garantirait un libre accès à des produits bio et locaux conventionnés.

Concevoir la mise en place du Versement à la Source (VAS)

Concevoir un système qui permet à l'État de verser directement à chaque contribuable ce qu'il lui doit en prestations sociales. Le non-recours est un fléau social.

Créer un revenu universel de base

Un moyen de lutte contre la précarité et l'insécurité aggravées par la crise sanitaire, face aux inégalités sociales, déjà expérimenté dans d'autres pays. Dans ce cadre, il est nécessaire de reconnaître un reste-à-vivre minimum.

Sur la santé

Des Zones médicales prioritaires dans les quartiers

avec la création de postes pour des habitant·es des quartiers et la pratique de tarifs raisonnables. Les quartiers populaires ont extrêmement souffert de la pandémie, ce qui justifie la mise en place rapide de ces Zones médicales prioritaires.

Des maisons de santé pluri-professionnelles

intégrant divers métiers du soin au sens large (physique, social, psychique ...) conçues en lien avec les habitant·es.

Des aménagements urbains pour la santé, élaborés en concertation.

Sur les femmes

Renforcer l'application de la loi contre les violences conjugales.

Développer des lieux d'accueil, d'accompagnement juridique et social, des refuges et appartements et accompagner les femmes dans un processus de reconstruction personnelle. Soutenir les associations qui œuvrent en ce sens.

Imposer la mise en place de budgets genrés dans tout projet de quartier, afin que les femmes aient toute leur place dans la conception, la gestion et l'usage de ces projets.

Sur les jeunes

Co-construire une politique ambitieuse de la jeunesse avec les jeunes

Cette politique doit prendre en compte toutes les contraintes auxquelles les jeunes sont confronté-es et dont le traitement est morcelé sinon absent. Le grand désarroi de la jeunesse face à l'emploi, aux études, à l'avenir dans son ensemble impose une prise en compte globale et des moyens affectés à tous les domaines permettant de se situer, d'avancer et de s'émanciper : santé, scolarité, formation, culture, loisirs...

Créer des Agoras de la jeunesse tous les deux ans pour co-évaluer avec les jeunes les engagements des élu-es, des services de l'État et des services publics et privés

Les jeunes ne vont pas se contenter de promesses. Une politique ambitieuse de la jeunesse passe par des actes précis dans les différents domaines évoqués dans ce manifeste.

Sur les personnes âgées

Une politique du Grand âge fondée sur la résolution des injustices qui frappent les personnes âgées

Isolement, pauvreté, mauvais traitements empêchent des conditions de vie dignes. Il faut une prise en charge publique des logements, alimentation, santé, culture et loisirs pour rétablir les personnes dans leurs droits.

Soutenir le secteur de l'économie sociale et solidaire dans l'accompagnement des personnes âgées

Sur la culture

Reconnaissance de la culture comme bien de première nécessité

Instaurer un Festival National des cultures chaque année (à l'instar de la Fête de la Musique)

Favoriser un accès libre et une gestion autonome et responsable de lieux, de véritables maisons par et pour tous et toutes, soutenus par les municipalités et d'autres acteurs sociaux.

Sur la religion et la laïcité

Abroger la loi pour le Renforcement des valeurs de la République, notamment du contrat d'engagement républicain et d'obligation de suivre les formations aux valeurs de la République et de la laïcité.

Enseigner la loi de 1905 dès l'école

Avec les trois principes de la laïcité : liberté de conscience, séparation des institutions publiques et des organisations religieuses, égalité de tous devant la loi.

Favoriser l'égalité de traitement de toutes les religions

Sur la scolarité

Garantir le droit à la réussite scolaire dans les quartiers populaires

L'Éducation nationale doit appliquer le droit commun dans toutes les écoles de la République. Elle doit mettre en place des moyens humains qualifiés afin de répondre aux besoins d'éducation et de formation.

Écoles ouvertes aux parents et habitant-es du quartier

Par le développement de Maison des parents au sein des établissements scolaires.

Par l'auto-organisation de rencontres et activités culturelles et multiculturelles.

Justice

Renforcer l'accès à la justice pour poursuivre les actes racistes et les discriminations

Faciliter le dépôt de plainte et former les policier·ères à accueillir les victimes d'actes ou propos racistes. Faciliter l'accès à l'aide juridictionnelle. Réduire le temps des procédures en donnant les moyens à la justice d'être un vrai service public. Rendre obligatoire pour toutes les institutions, associations et services publics qui interviennent dans le cadre du droit commun de fournir les textes de lois, droits fondamentaux humains et sociaux, textes de jurisprudence.

Renforcer et développer les Maisons de la justice et du droit

Leur donner les moyens de fonctionner, en faire des centres de ressources pour la connaissance de leurs droits par les habitant·es, créer des postes de médiateur·rices spécialisé·es.

Services publics

Préserver et développer des services publics de proximité qui sont juste un droit commun. Pour répondre aux besoins des administré·es, il faut réduire la fracture numérique, arrêter de privatiser (services ou associations) et allouer plus de moyens financiers et de personnels.

Mise en place obligatoire de permanences administratives. Que cela soit dans les maisons France services ou dans les administrations de proximité, généralisation du guichet unique et pouvoir trouver du personnel compétent et à l'écoute.

Lutter contre la fracture numérique en proposant des ateliers et des formations de sensibilisation.

Sécurité et police

Créer des espaces de dialogue police/population

Ces derniers doivent favoriser les échanges et améliorer la communication entre les habitant·es des quartiers, les jeunes, les policier·ères, les bailleurs et les politiques afin de retrouver de la confiance et de la tranquillité.

Donner des moyens pour lutter contre les violences policières et les contrôles au faciès

Reçus lors des contrôles de police, instance autonome pour enquêter sur les bavures policières, amélioration de la formation des policier·ères.

Garantir le droit à la sécurité pour toutes et tous par une plus grande présence d'une police de proximité.

Avec des policier·ères de proximité formé·es et expérimenté·es. Priorité à la prévention, à la médiation.

Racisme

Faire de la lutte contre tous les racismes une priorité nationale par des campagnes d'affichage, publicitaires, spots...

Renforcer l'accès à la justice pour poursuivre les actes racistes

Faciliter le dépôt de plainte et former les policier·ères à accueillir les victimes d'actes ou propos racistes. Faciliter l'accès à l'aide juridictionnelle. Réduire le temps des procédures en donnant les moyens à la justice d'être un vrai service public.

Discriminations

Sensibiliser et former sur les discriminations et les inégalités

À l'école et au collège, dans les associations, les centres sociaux et autres équipements collectifs, engager des formations et des débats sur les facteurs et origines des discriminations et des inégalités.

Lutter contre l'exclusion médiatique et politique des quartiers et assurer une égalité de traitement de tous les quartiers

Ce que la presse, la police et d'autres services publics appellent des zones de non-droit sont en réalité des quartiers négligés, voire abandonnés dans lesquels le droit commun est refusé aux habitant·es. Nous demandons la restauration et l'application du droit commun intégral.

Rendre compte au moins annuellement des engagements des élus, des bailleurs sociaux et des services de l'État aux habitant·es

Les habitant·es ne vont pas se contenter de promesses. La restauration du droit commun passe par des actes précis dans les différents domaines évoqués dans ce manifeste. Les acteurs des politiques publiques et des services marchands doivent évaluer leurs engagements avec les habitant·es.



Les habitant-es parlent de leur quotidien et font des propositions

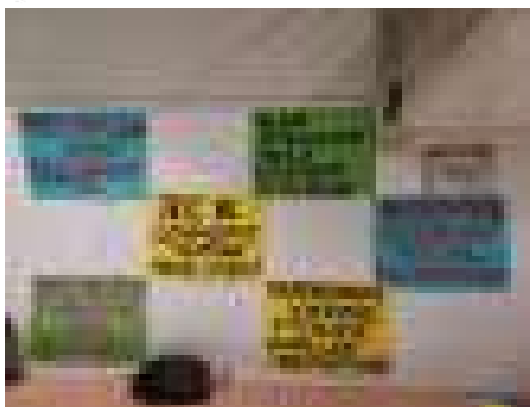
Le questionnaire proposé aux personnes rencontrées dans les 44 villes du Tour de France met en avant 21 thèmes sur lesquels il était demandé d'établir des priorités selon l'importance qu'elles leur accordent. Les thèmes mis le plus en priorité sont Logement-cadre de vie et Emploi-chômage. D'autres thèmes ont aussi fait l'objet de nombreux commentaires. Si quelques-uns ont été moins souvent abordés, ils apportent des contributions pas moins importantes sur les problèmes rencontrés. Aussi avons-nous essayé de regrouper, dans la proposition qui suit, l'ensemble des thèmes du questionnaire dans **trois ensembles** :

- ⇒ Un premier sur les **conditions de vie** rassemble le logement-cadre de vie, l'emploi-logement et le pouvoir d'achat. Il englobe aussi l'écologie, très liée au cadre de vie de même que les transports et la santé.
- ⇒ Un second sur les **pratiques sociales** dans lequel on trouve plusieurs catégories d'habitant-es : les femmes, les jeunes, les personnes âgées ; et des pratiques qui leur sont associées (même si elles le sont aussi à d'autres catégories) : la scolarité, la culture, la religion, la laïcité et le sport.
- ⇒ Un troisième sur les **aspects structurels** de la société, qui regroupe, autour de la justice et des droits, la sécurité, la police, les discriminations, le racisme, les services publics.

Les croisements sont nombreux entre plusieurs de ces thèmes, au sein de ces ensembles et entre eux également, dans les réponses aux questions et dans les commentaires des personnes rencontrées.



Constats et aspirations sur les conditions de vie logement et cadre de vie



Le logement apparaît comme la pierre angulaire de la difficulté à vivre décemment : logement privé insalubre et cher, logement social souvent de mauvaise qualité et mal entretenu par les bailleurs ou voué à la démolition dans un contexte de mépris des locataires.

Les mauvaises conditions de logement ou l'absence d'un logement digne de ce nom créent le sentiment d'être rejeté par la société, souvent référé au racisme ou à la discrimination.

« Le quartier du Bas-Vernet a beaucoup de problèmes. On est isolé, il faut se déplacer pour faire les démarches administratives. Pas de sécurité. Beaucoup de saleté. Les logements sont trop chers, ce n'est pas des logements sociaux.

On n'est pas bien chez nous, on ne peut pas communiquer avec les responsables. Si on a un problème, on ne peut pas le résoudre car il n'y a personne qui veut prendre la responsabilité.

On souffre en silence. Je ne parle pas des choses intimes car on est libre de faire ce qu'on veut chez nous.

Le quartier est mort, pas d'activité pour les femmes, les personnes âgées, pas de communication, pas de sécurité, pas de centre commerciaux... etc...

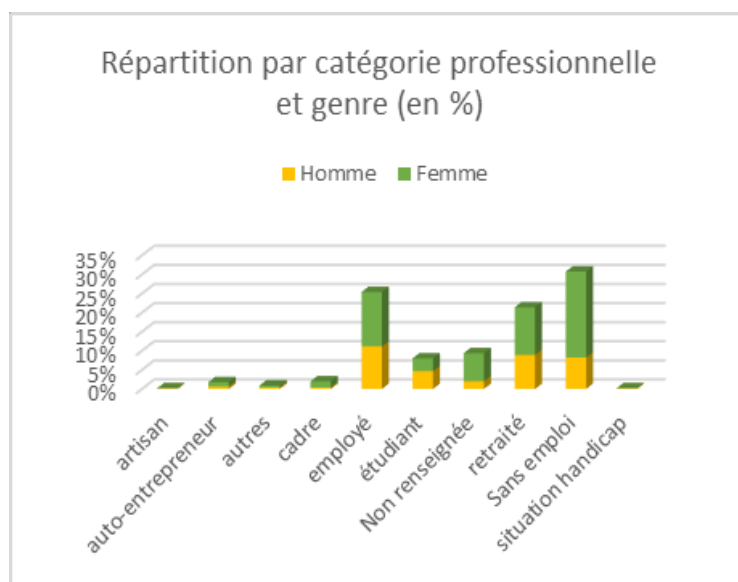
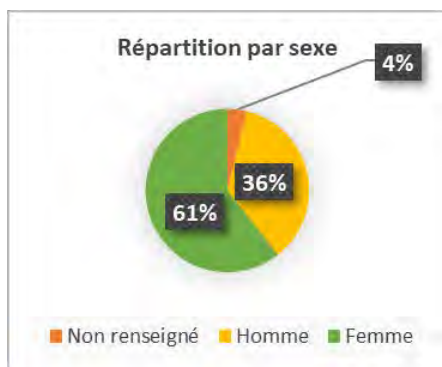
Il y a aussi un truc très grave, c'est le "racisme".

C'est un quartier très sale malgré toutes les démarches des responsables. Les poubelles sont mal faites et les gens ne savent pas utiliser ces poubelles.

Donc il y a beaucoup de choses à dire pour ce quartier mais sans solutions ! Et merci »

Ce long témoignage résume nombre des difficultés signalées par tous les autres témoignages. Elles vont de l'accès au logement au paiement des loyers, de l'entretien à la rénovation urbaine, de l'environnement et du cadre de vie au vivre ensemble.

Quelques Chiffres





Propositions mises en avant par PSN

Logement et cadre de vie

Des propositions structurantes prioritaires

→ Mettre en application et évaluer l'article 1.3 du règlement intérieur de l'Anru :

« Les habitants et usagers du quartier, notamment les représentants des associations de locataires présentes sur le quartier, sont parties prenantes du projet de renouvellement urbain. Ils sont associés à toutes ses étapes, dans une dynamique de co-construction ».

→ Pour une co-construction réelle par les habitant-es des projets urbains, il faut :

- ⇒ Établir dès le début un accord entre les partenaires de la co-construction sur l'objet de la concertation envisagée, le calendrier et les étapes de concertation de A à Z.
- ⇒ Présenter le bilan de la concertation avec les avis, propositions et arguments émis dans le quartier, la manière dont a été prise en compte la concertation et sur l'enrichissement du projet obtenu par la co-construction.
- ⇒ Créer le « fonds d'initiative citoyenne » (doté annuellement de 5% du montant total de l'argent public consacré au fonctionnement de la démocratie représentative et de 1% du montant hors taxe des travaux) afin de permettre de financer l'organisation collective des citoyen·nes et des possibilités d'une expertise indépendante.

→ Encadrement et plafonnement des loyers

« La moitié des personnes qui se sont présentées au Secours Catholique en 2020 disposaient de moins de 9 euros par jour de reste-à-vivre »

Pour réduire durablement le mal-logement et la pauvreté, des réformes structurelles doivent être faites, notamment pour que les loyers + charges soient plafonnés en fonction du montant des ressources de la personne ou de la famille et ne dépassent pas 30% de leurs ressources. En clair, inverser la logique d'attribution : adapter le montant du loyer + charges aux ressources de la famille et non attribuer un logement en fonction de ces ressources.

→ Reconstruction de PLAI et de logements abordables

Il existe une déconnexion entre les ressources des demandeurs et les loyers pratiqués dans le parc social nouvellement mise en service.

Pour faire face à la crise du logement, pour la dignité des personnes, il faut faciliter l'accès à des logements financièrement abordables, en augmentant massivement leur production et en revalorisant les aides personnelles au logement.



**COORDINATION NATIONALE
PAS SANS NOUS**

Accès / maintien / parcours résidentiels

Le logement commence par l'accès à un logement : « *Les HLM, 11 ans que je demande avec chaque année, aucune réponse* ». « *Je suis hébergée chez mon beau-fils avec enfants avec une carte de 10 ans. On ne veut pas me donner de logement, plusieurs fois sans aucune réponse* »

L'impact des discriminations est dénoncé sur l'accès au logement : « *Difficulté d'accès au logement selon la sonorité du nom* ». « *Une personne noire a plus de difficulté à accéder au logement* ». « *Une priorité donnée aux familles françaises* », l'absence de réponse positive « *depuis des années* » à une demande logement alors que la situation financière le permettrait ; « *des attributions par piston* ».

Le maintien dans le logement est un problème pour des familles qui n'arrivent pas à obtenir un HLM et qui sont dans le privé, sans défense : « *Expulsion prévue en décembre ; un appel en justice est en cours, je me défends comme je peux* »

Et pour les demandes de mutation pour avoir un logement correspondant à ses besoins, les difficultés ne sont pas moindres... : « *Pas de possibilité pour les personnes isolées de déménager du quartier. J'ai un T4, je vis seule. Les charges sont chères et on me refuse un appartement plus petit.* »

Des loyers dont le montant grève très fortement les ressources familiales

Le prix des loyers est très souvent évoqué et renvoie directement aux questions de pouvoir d'achat ou d'emploi et de chômage : « *Je n'arrive pas à payer mon loyer. Mon appartement 520 € alors qu'il est insalubre. Il fait froid, pas de chauffage* ». « *Loyers exorbitants* ». « *Les loyers augmentent et pas les salaires* ». « *Les prix du logement augmentent depuis 3 ans* ». « *Le loyer prend une place trop importante dans le budget d'un ménage* ».

Sans parler des marchands de sommeil qui profitent de la vulnérabilité des locataires avec des loyers très élevés ou en faisant pression sur les personnes.

Une souffrance au quotidien vu l'état des logements

L'insalubrité et/ou la qualité des logements est signalée plus d'une fois sur trois : « *Problème de cafard, punaises, souris, rats... Problèmes de nuisances sonores avec les voisins* » ; « *Appart très abîmé (privé) : murs moisissés et plafonds. Champignons ; le proprio ne fait aucun travaux* » ; « *Travaux jamais réalisés. Je vis dans un logement insalubre. J'ai demandé à déménager depuis 8 ans, mais sans jamais de résultat* » ; « *Nous vivons dans des logements sales et mal isolés mais payons de grandes sommes pour se chauffer* » ; « *Aucun entretien, les bailleurs ne font pas leur travail hormis encaisser* ».

Et les demandes de réhabilitation de logements reviennent régulièrement : « *Les logements ont besoin d'être réhabilités* »

Mais ce sont aussi des problèmes d'ascenseurs, d'environnement, d'isolation thermique et phonique, d'humidité, de poubelles débordantes et pas suffisamment ramassées : « *Il est inadmissible que les éboueurs ne passent pas ramasser les poubelles. Cela est répugnant, il y a des odeurs horribles* » ; « *Problème avec les ascenseurs* » ; « *Pas commode pour ceux qui vivent dans les étages. Absence d'ascenseurs, absence de balcons, pas assez de bancs dans l'espace public, absence de parcs de jeux pour les enfants, parties communes sales notamment au rez-de-chaussée* ».

Avec toutes les répercussions sur la santé de ces logements insalubres, mal entretenus et sur le sentiment d'être relégués : « *Du logement dépend notre cadre de vie, l'emploi, la réussite scolaire, l'intégration* » ; « *Logements vieux et mal insonorisés : le bruit pour les pauvres et le silence pour les riches* »

Rénovation urbaine

La question de la rénovation urbaine, au sens institutionnel, est relativement peu abordée. Sauf pour dénoncer qu'elle est vécue comme une décision dans laquelle les habitant·es ne sont pas pris·es en compte, voire qu'elle se fait contre eux et elles : « *La rénovation urbaine est une chasse aux pauvres et renforce la crise du logement cher dans les quartiers et dans le reste de la ville* » ; « *On détruit des immeubles pour mettre des maisons et pour gentrifier le quartier* ».

« *Rénovation en défaveur des habitants. Communication zéro, absence de communication. Abus de pouvoir des décideurs. Absence de soutien au tissu local, d'abord l'argent, le social après* » ; « *Destruction de logements. Relogement trop cher. Pas de dédommagement. Relogement mal situé, non adapté à la demande des habitants* » ; « *Notre quartier en pleine réhabilitation souffre de la non prise en compte de l'expertise, l'avis des habitants* ».

Environnement & cadre de vie

Les plaintes concernant le quartier s'ajoutent au mécontentement des habitant·es par rapport à leur logement. Habiter, c'est le logement, mais aussi son environnement, les commerces de proximité, les transports.

Ainsi, à de multiples reprises, c'est l'environnement et le cadre de vie dont les habitant·es parlent : « *Le quartier fait partie de nous, on y a fondé notre famille. Nos enfants ont grandi et nous avons retrouvé beaucoup de voisins de toute origine avec lesquels on s'entend bien et en bonne intelligence* ». Mais ils et elles le mettent aussi en cause : « *Des quartiers et espaces extérieurs très sales, à l'abandon* » ; « *Le centre-ville mieux entretenu que les quartiers. En temps de Covid, quartier pas du tout entretenu* », des trottoirs défoncés mais aussi des plaintes contre les jeunes qui squattent les entrées d'immeubles, l'espace public le soir ou la nuit, ou contre les trafics : « *Nous retrouvons beaucoup de pain par terre. On en a marre des mécaniciens de rue qui occupent nos parkings, ils nous empêchent de nous garer. Il y a de l'huile de voiture sur les sols dû aux réparations de voiture* » ; « *Les halls d'immeuble sont squattés par les jeunes qui sont bruyants ; les jeunes cassent les boîtes aux lettres, crachent, la drogue...* ». Ce qui ressort également, c'est l'absence de squares ou de jeux pour les enfants, l'absence de commerces de proximité et l'isolement du quartier. « *Des immeubles ont été détruits et les populations ont été relogées à la Fontaine de l'Étuvée, mais là-bas, ils sont encore plus entassés et il n'y a aucun commerce ou lieu de vie, de rencontres* ».



Aspirations des habitant·es

Des logements dignes et accessibles

Les aspirations vont de la baisse des loyers, relativement aux salaires ou retraites qui ne bougent pas, au contrôle de l'augmentation du prix des loyers avec l'encadrement des loyers.

« *Baisser les loyers ; réquisitionner les logements vacants ; arrêter les expulsions* ».

« *Contrôler les loyers dit "social" pour ne pas créer de discriminations et pour un vivre ensemble* ».

« *Fixer un montant max pour les loyers : 400 € pour 40 m²* ».

Les politiques d'attribution du logement social sont bien sûr un élément-clef souligné : « *Des logements adaptés aux PMR* ». « *Des demandes de logement anonymes* » combattre les discriminations. « *Attribuer des logements pas seulement dans les quartiers, élargir la mixité* ».

D'autres propositions revendiquent une offre abordable par la construction neuve et le refus des démolitions. « *Augmenter les constructions des logements sociaux* », mais pas seulement des PLS ou des PLUS : « *Quand on fait des logements sociaux, c'est moins de PLAI [des logements vraiment abordables] que de PLS ou PLUS* ». « *Plus de construction de logements vraiment sociaux* » ; « *Ne pas privilégier les démolitions* ».

Mais aussi la réquisition des logements vacants et l'arrêt des expulsions.

« *Redonner de la dignité aux citoyens de France en leur permettant d'avoir un logement digne et décent. Personne n'aime et n'a envie de dormir régulièrement dans la rue.* ». « *Soutenir les gens qui sont dans le besoin et très stressés. Je sécuriserais leur vie si j'étais présidente. Faire qu'il n'y ait plus personne dans la rue* ».

L'entretien et la « *rénovation systématique des logements insalubres ou mal isolés* » sont affirmés comme une nécessité impérieuse : « *Nous aimerions que notre quartier soit rénové, qu'ils nous mettent des ascenseurs, des balcons. Ça fait plus de 30 ans que je paie le loyer, les logements nous reviennent* ».

La vie de quartier et les habitant.es au premier plan

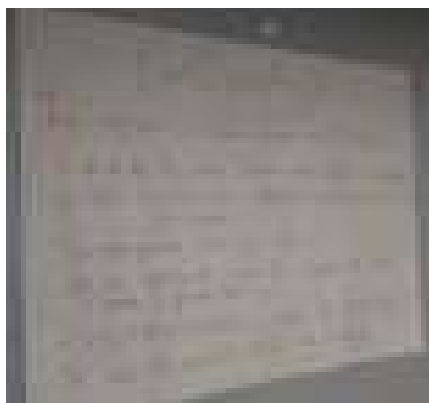
Au-delà du logement ou du cadre de vie, des habitant.es réclament la réimplantation des petits commerces « qui font le lien » dans les quartiers ; des aménagements qui favorisent la vie sociale : city stade, point d'eau, barbecue, salle de sport, terrain synthétique, jeux pour les enfants et des moyens humains pour l'animation de la vie de quartier, que ce soit par l'affectation de personnel spécialisé ou par la reconnaissance de l'engagement des habitant.es elles et eux-mêmes : « Mettre des médiateurs » ; « Il faudrait mettre des magasins comme Lidl ».

Mais surtout, les habitant.es demandent à avoir leur mot à dire : « Les habitants doivent agir là où ils vivent. Multiplier les collectifs d'habitants »



Et ils et elles rappellent que « Le logement est un droit » ; « Sans logement que fait-on ? Honte à nous toutes et tous, co-responsables de tendre la main, pour avoir un logement. »





Le thème de l'emploi vient en deuxième position, après le logement, dans les réponses aux questionnaires.

Classé en premier et traité en premier par 11% des personnes interrogées, il est abordé aux trois-quarts par des actifs dont chercheurs-ses d'emploi pour près de la moitié et donc moins par des non-actifs (étudiant-es, élèves et retraité-es. Les proportions de femmes et d'hommes sont à peu près équivalentes.

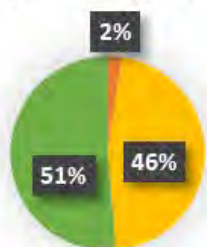
Amiens, Angers, Angoulême, Marseille, Orléans sont les villes où la préoccupation de l'emploi s'est le plus exprimée.

Plusieurs croisements sont visibles sur les questionnaires autour du thème de l'emploi avec :

- Logement
- Services public
- Jeunes
- Écologie
- Santé
- Sécurité
- Immigration
- Racisme
- Personnes âgées
- Sport
- Politique
- Pouvoir d'achat
- Culture

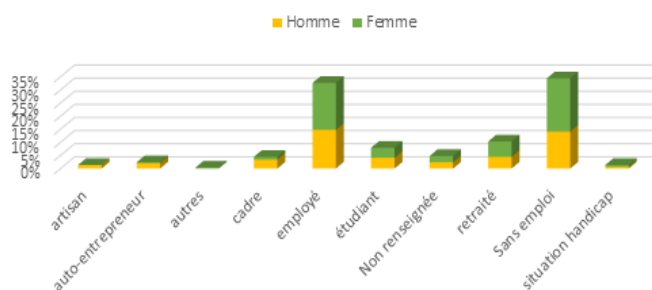
Quelques Chiffres

Répartition par sexe

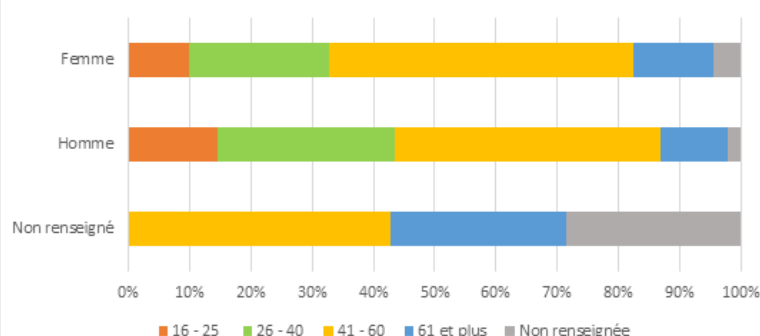


■ Non renseigné ■ Homme ■ Femme

Répartition par catégorie professionnelle et genre (en %)



Tranche d'âge en fonction du sexe





Propositions mises en avant par PSN

L'emploi et le Chômage

Des propositions structurantes prioritaires

Certains affirment que le chômage diminue en France, or les quartiers populaires connaissent des taux de chômage, surtout les jeunes et en particulier les jeunes de moins de 25 ans, sans commune mesure avec la moyenne nationale. Des actions fortes sont indispensables et urgentes.

Une campagne nationale d'accès des jeunes à la formation et à l'emploi par une action conjointe de l'État et des entreprises. Les quartiers sont des réservoirs d'emploi mais les acteurs économiques ne tiennent pas compte de leurs spécificités. Le dispositif proposé repose sur une articulation entre plusieurs acteurs concourant à des perspectives d'insertion professionnelle réelle : l'État, les entreprises publiques, des organismes de formation, les services d'insertion et les candidats à l'emploi. Le fonctionnement repose sur un continuum formation-emploi dans lequel l'État exige des entreprises publiques une offre systématique d'emploi à des jeunes inscrits dans des formations correspondant à des postes existants ou à créer dans ces entreprises. Les Missions Locales sont les acteurs de ces dispositifs à l'échelle des quartiers ; elles doivent être dotées de personnel compétent formé à la compréhension des difficultés rencontrées par les jeunes vis-à-vis de l'accès au monde du travail et armé pour lutter contre les discriminations. C'est notamment dans les quartiers que se trouve ce personnel parmi les jeunes diplômé-es. Il sera demandé aux jeunes d'évaluer le service rendu.

Le rétablissement des emplois aidés est aussi à l'ordre du jour afin que des associations et PME puissent embaucher et assurer des conditions de travail et de rémunération correctes.

Un suivi personnalisé et prolongé à l'écoute des chercheurs-es d'emploi jusqu'à l'obtention de résultats : il ne suffit pas de donner des informations, il faut agir avec les personnes. Le chômage, surtout lorsqu'il dure, tend à priver les personnes de leur espoir et de leur énergie. Les accompagner vers l'emploi implique d'être avec elles et eux et d'examiner ensemble toutes les données de leur situation et de construire ensemble une stratégie.

Une évaluation des dispositifs à mettre en œuvre. Alors que les dispositifs d'insertion et les politiques de formation se succèdent sans évaluation ou sans tenir compte des conclusions des évaluations, il s'agit d'évaluer tous les dispositifs censés lutter contre le chômage et ceux proposés ici. Les résultats des évaluations doivent être publiés afin que ce soit un exercice démocratique et que tout un chacun puisse juger si les mesures prises permettent ou non de faire reculer le chômage et d'améliorer les conditions de travail.



COORDINATION NATIONALE PAS SANS NOUS

L'emploi et le chômage en procès

Les commentaires sur l'emploi et le chômage mettent en évidence la violence du monde du travail.

Le travail : un univers inaccessible, notamment aux jeunes, aux femmes, aux porteurs-ses de handicap

La recherche d'emploi est un leitmotiv, une hantise pourrait-on dire, dans les quartiers : « *L'emploi est la principale préoccupation dans les quartiers populaires* ». « *Emploi bouche-à-oreille : pas de réseau, pas de travail* ».

Les témoignages recueillis montrent bien l'enchaînement allant de la scolarité à l'emploi – ou à l'absence d'emploi – en passant par la formation et les politiques d'insertion qui laissent de côté une grande partie des habitant·es des quartiers populaires. C'est un véritable système de construction de la marginalisation, que souligne aussi le chômage des jeunes qualifié·es : « *L'école ne donne pas de possibilités ni de bases solides aux jeunes. Demander aux jeunes ce qu'ils souhaitent faire plus tard ne suffit pas* » ; « *Manque de formation pour les jeunes désœuvrés. Difficulté d'accès à l'informatique. Difficulté d'accès à l'information* ».

Et nombre de personnes rencontrées ne sont pas dupes ; elles vont plus loin que la dénonciation du chômage, pointant l'inadéquation qualitative entre offre et demande d'emploi. Elles mettent bien en avant la crise qualitative du travail, le décalage entre les attentes par rapport à un travail annoncé et ce qui est réellement proposé. Au-delà donc des difficultés d'accès à l'emploi, les demandeur·ses d'emploi sont conscient·es de la réalité du monde du travail, ce qui les conduit à contester cette réalité : « *Les offres d'emploi sont nombreuses mais ne correspondent pas aux profils des demandeurs* ». « *Peu d'offres qui correspondent aux besoins. Problème d'insertion des jeunes* » ; « *Pôle Emploi nul : on nous convoque pour nous proposer des emplois qui ne nous correspondent pas* » ; « *Des emplois nous sont proposés mais sont mal rémunérés, peu valorisés ou manquent de sens* ». « *On a une pression sociale et de la part de Pôle Emploi pour accepter ces emplois* ». Un peu comme si l'humain était une machine au service de l'emploi et non l'emploi au service de l'humain...

Sous-jacent à plusieurs constats et propositions : les jeunes ne font peut-être pas tout ce qu'ils peuvent ; mais ils et elles sont surtout négligé·es et mal préparé·es aussi bien dans la scolarité que dans la formation (ou l'absence de formation), la rigidité des politiques d'insertion, le monde de l'entreprise et la politique de l'emploi.

Le travail : un moyen de survie chichement distribué

La question du pouvoir d'achat n'est pas citée en priorité par beaucoup de monde, néanmoins l'on voit bien qu'un pouvoir d'achat insuffisant est la conséquence de l'absence de travail ou d'un travail mal rémunéré.

L'impossibilité de se loger correctement et la difficulté à payer les factures permettant de s'y maintenir sont donc étroitement liées à la déficience de l'apport du travail : « *Beaucoup de chômage et sans emploi on ne peut pas s'en sortir* ». « *Difficulté à trouver un logement à cause du chômage* ». « *Employée dans le nettoyage, c'est précaire, 20h les bonnes semaines. Difficulté pour payer les factures d'eau, le loyer* ».

Le travail : élément constitutif de la personne

« *Difficile de travailler quand on n'a pas de papiers. Quand j'ai pu avoir des papiers, j'ai travaillé dans le bâtiment (peintre extérieur et intérieur). Économiquement, c'est dur de dépendre de ma mère. Je veux juste travailler* ».

C'est un cri du cœur face au mur d'incompréhension auquel se heurtent tant de gens : conclure ses propos par « *je veux juste travailler* » place l'accès à l'emploi au niveau d'une valeur fondamentale, d'un vecteur de reconnaissance dont l'absence condamne la personne à l'indignité familiale et sociale.

Aspirations des habitant·es

La tonalité générale est une critique de l'inadéquation du service public de l'emploi dans ses différents volets, inadéquation bien ressentie et exprimée par les gens qui veulent travailler.

Forte insistance sur l'amélioration de l'accompagnement à la recherche d'emploi

Les chercheurs et chercheuses d'emploi se sentent souvent abandonné·es, pas du tout aidé·es alors qu'il existe des organismes chargés d'orienter leurs recherches : *« Donner la chance aux plus modestes. Avoir plus de conseillers en orientation professionnelle bien formés ». « Plus d'aide pour l'insertion et pour aider les illettrés ». « Plus de travail pour les handicapés ».*

Les habitant·es veulent que des efforts soient faits pour intégrer correctement les jeunes diplômé·es dans l'emploi et dans la société : *« Il faut qu'ils aient un suivi professionnel et personnel car ils ont beaucoup à apporter ». « Proposition de formation qualifiante. Non financement public des entreprises qui débauchent en masse ou se délocalisent ».*



Cette dernière proposition fait le lien entre l'accès à l'emploi et la politique économique de l'État dont les priorités sont mises en question ; et l'emploi est abordé dans une dynamique intergénérationnelle : *« Reprise du travail en lien avec les problématiques des personnes. Départ en retraite échelonné avec un jeune qui remplace progressivement ».*

Postures de lutte pour les droits des travailleurs, pour la réhabilitation de la valeur du travail

Certaines personnes s'expriment de façon combative, voulant par exemple *« se réapproprier les outils de travail, militer dans les organismes de défense des salariés »* ou mettant clairement en avant des revendications telles que *« les 32H ; un temps de travail choisi, une hausse du SMIC à 1 800 € ».*

Accompagner le potentiel des quartiers populaires

Ces propositions ne sont pas individuelles ni hors sol. Elles sont ancrées dans la vie de quartier : *« Soutien pour les personnes en difficulté. Intégration pour tous. Ateliers de formation pour lutter contre l'échec scolaire. Intégration à la société de toutes personnes. Ateliers mensuels de sensibilisation à la réintégration. Accès à l'information pour tous ».* Et : *« Réduction du temps de travail = partage du travail. Accompagner la création de coopératives dans les quartiers ».*

Critique du système capitaliste

Pour certains, cela va jusqu'à des propositions ambitieuses appuyées sur la critique du capitalisme dominant.

« Arrêter les aides aux grands groupes au profit des PME. Faire payer les grands groupes GAFAs qui ne paient pas d'impôt. Favoriser les PME, petites... qui créent beaucoup d'emploi ».

« Créer des emplois de proximité qui aient du sens. Allouer un salaire à vie pour lutter contre la pré-carité des jeunes (les moins de 25 ans n'ayant pas droit au RSA). Mieux répartir les richesses, interroger nos rapports de pouvoir, garantir un salaire universel à la qualification ».



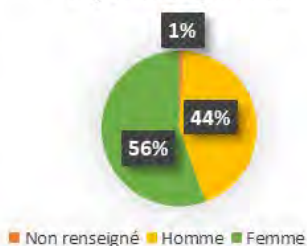
Ce thème a été traité de nombreuses fois, mais il n'arrive qu'en 6^{ème} position, parce qu'il est de fait déjà abordé dans les thèmes Logement/cadre de vie, Emploi/chômage, Culture, Santé.

Qui en parle ? Majoritairement des femmes (56%), l'âge moyen des personnes est de 49 ans mais dès 13 ans des jeunes parlent de cette question : « *Des gens n'ont pas d'argent. Ils n'ont pas de quoi manger, pas d'habitation confortable* ».

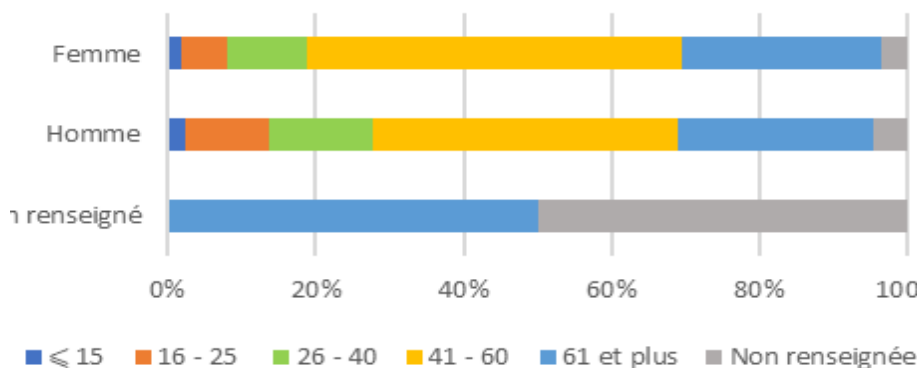
Quant à leur situation professionnelle, ce sont prioritairement les personnes ayant un emploi qui en parle, plus que les retraité-es ou les personnes sans emploi.

Quelques Chiffres

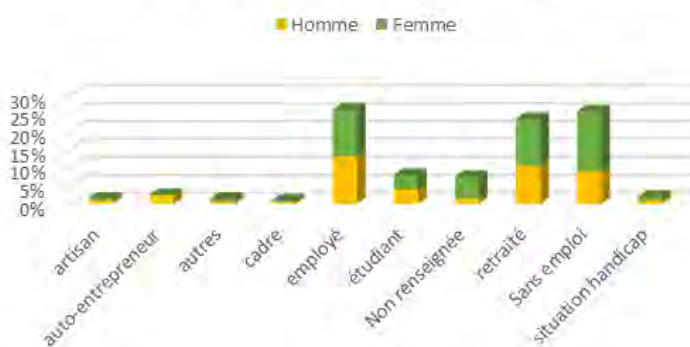
Répartition par sexe



Tranche d'âge en fonction du sexe



Répartition par catégorie professionnelle et genre (en %)





Propositions mise en avant par PSN

Le pouvoir d'achat

Des propositions prioritaires issues des constats et propositions des habitant-es

→ La sécurité sociale de l'alimentation

Ce projet porté par Ingénieur-es sans frontière Agrista (Agricultures et souveraineté alimentaire), le réseau Civam, la Confédération paysanne défend le principe d'un droit à l'alimentation durable, qui garantirait un libre accès à des produits bio et locaux conventionnés.

→ Le Versement à la source (VAS)

Afin de lutter contre la pauvreté et pour plus de justice sociale, nous revendiquons un VAS pour toutes les aides sociales. Même pour des aides connues, comme les allocations familiales, le non-recours est un fléau social. Il atteint 31 % parmi les publics les plus fragiles accueillis par le Secours catholique, par exemple (chiffres Secours catholique 2019).

L'algorithme de Bercy mis en place pour le prélèvement des impôts à la source en vue de lutter contre la fraude fiscale est capable de faire des calculs pour un VAS du RSA, de la prime d'activité, des APL, du minimum vieillesse, reversement de retraite.

Les moyens techniques existent, que l'État affirme sa volonté politique.

→ Le Revenu universel de base

Face à la précarité et l'insécurité des milliers de personnes, aggravées par la crise sanitaire, face aux inégalités sociales, mettre en place le revenu de base, ou revenu universel, minimum ou citoyen, qui a déjà été expérimenté ou l'est actuellement par plusieurs pays dans le monde (Finlande, Italie, États-Unis, Corée du Sud...).



Les prix et leur évolution

« *Le prix de la baguette : 1€, la viande, le poisson : 10€ le kilo de sardines, je suis obligé d'aller vers les commerces qui proposent des plateaux anti-gaspillage, EDF-gaz ne fait qu'augmenter. Les fins de mois sont difficiles : 600€/mois, je fais la manche pour pouvoir vivre* » nous dit un retraité de Marseille. Et en écho, une mère de famille de 7 enfants, toujours de Marseille note que « *le prix des fruits et légumes est en augmentation* ».

Cette augmentation des prix des produits de première nécessité et des tarifs des loyers, de l'énergie revient dans tous les propos recueillis : « *Les produits de base ont augmenté significativement. Alimentation et carburants deviennent des produits de luxe* ». Se débrouiller pour survivre, faire les poubelles devient le lot de nombreuses personnes rencontrées, si elles veulent manger et nourrir leur famille au-delà du 8 du mois et payer leurs factures, notamment le loyer.

Des revenus minimum qui stagnent

« *Tout augmente sauf nos salaires* » dit un jeune de Grenoble à quoi répond un artisan d'Angoulême : « *...et les pensions* ».

De fait, il ressort des différents questionnaires que même si les salaires augmentent légèrement, le pouvoir d'achat diminue au vu de l'augmentation des produits de première nécessité et des matières premières (essence, gaz, électricité) : « *Flambée des prix des produits de première nécessité. Augmentation des charges sociales. Augmentation des prix des énergies primaires (essence, gaz...)* ». Ce qui ne permet pas aux habitant-es de vivre convenablement, au mieux de survivre.

Mais c'est également le lot des retraites comme des minimas sociaux : le montant de l'allocation d'adulte handicapé, par exemple, d'un montant de 902 € ne permet pas de vivre. Le RSA, à hauteur de 551 € pour une personne seule, ce n'est pas mieux : « *Je vis avec le RSA, mais heureusement que McDo [l'Après M] nous aide une fois par semaine.* »

Quant à la retraite (713 € par mois), c'est en outre vécu comme une injustice : « *Je suis retraitée, j'ai travaillé 40 ans mais je n'ai pas une bonne retraite.* » « *Pouvoir d'achat nul, surtout pour les retraités qui ont travaillé toute leur vie 48h/semaine.* »

Cette impossibilité de vivre avec des revenus mensuels si bas s'ajoutent des formes de culpabilisation ressentie par les habitant-es au nom de la crise climatique ou de la santé : « *On parle du bio mais les familles n'ont pas le pouvoir d'achat pour bien manger* » ; « *On nous dit de passer à des voitures électriques mais qui a les moyens d'acheter ?* »

« *Il y a des choses que l'on nous fait payer alors que nous en avons besoin (je parle des serviettes hygiéniques pour femmes)* » nous dit une jeune de 14 ans de Marseille.

Les conséquences de la pauvreté

Plusieurs personnes font état des conséquences de ce pouvoir d'achat qui permet tout juste de vivre, voire de survivre.

Conséquences sur le temps que les parents peuvent consacrer à leurs enfants pour les aider, par exemple, dans leur travail scolaire : « *Les parents n'ont pas le temps d'aider leurs enfants à cause de leur emploi et fatigue* » ; conséquences sur l'accès à la culture, aux loisirs : « *Les enfant de famille pauvre souffrent d'inégalités matérielles et culturelles* » ; « *Beaucoup de gens ne peuvent pas accéder à la culture* ».

Conséquences également sur la santé quand on ne peut accéder à une mutuelle.

Mais la conséquence la plus grave sans doute est la stigmatisation des classes populaires : les difficultés qu'elles rencontrent ne seraient pas dues aux politiques publiques ni même au contexte économique et social mais aux habitant-es eux et elles-mêmes qui seraient dans l'incapacité de trouver un emploi ou un logement digne. Et certain-es nous rappellent à juste titre que « *les habitants ne sont pas là par choix : 4 ans pour sortir du logement insalubre. Un côté les riches, un côté les pauvres. On classe les pauvres. En fait on vous parle mixité mais rien.* »



Aspirations des habitant-es

Elles sont de plusieurs ordres.

Une première proposition revient comme un slogan de manifestation : « Augmenter les salaires » ; « Augmentation des indemnités d'invalidités et des aides » ; « Augmenter le SMIC et les pensions » ; « Augmenter les retraites » ; « Revoir les minimas so-ciaux. VITAL ! »

Une deuxième proposition reprend l'autre face pour une possible augmentation du pouvoir d'achat : « Baisser les impôts (IS/IR) » ; « Réduire les taxes sur tout. Moins de taxes, plus de pouvoirs d'achat ».

Le troisième volet des propositions relève plus d'une présence accrue des services publics et des associations de proximité aux côtés des habitant-es confronté-es à la pauvreté : « Mise en place de banques alimentaires pour pallier cela » ; « Mettre en place des tickets restau, chèques vacances, bon cadeau pour les familles nombreuses, pour que tout le monde puisse avoir accès aux loisirs, vacances et acheter du matériel ; créer des pôle de soutien scolaire de proximité ; rémunérer les jeunes plus âgées et étudiants pour accompagner les plus jeunes »

Enfin, le dernier volet des propositions relève d'une transformation des politiques structurelles : « Partage du travail (sans condition) ; gratuité des transports, de l'école et université ; lutte contre les paradis fiscaux et les abus d'optimisation fiscale ; service public de l'énergie (pas de nucléaire) »



Avec un mot d'ordre à maintes reprises partagé : garantir un revenu minimum de base, un revenu universel, peu importe les termes employés par les uns ou les autres.



Constats et aspirations sur les conditions de vie

Les transports



Le thème des transports est en seizième position dans les priorités des habitant-es ayant répondu au questionnaire. Les constats sont de différents ordres et attestent que le thème « transports » a été entendu comme les transports en commun et non pas comme une thématique qui pouvait inclure la voiture ou les mobilités douces.

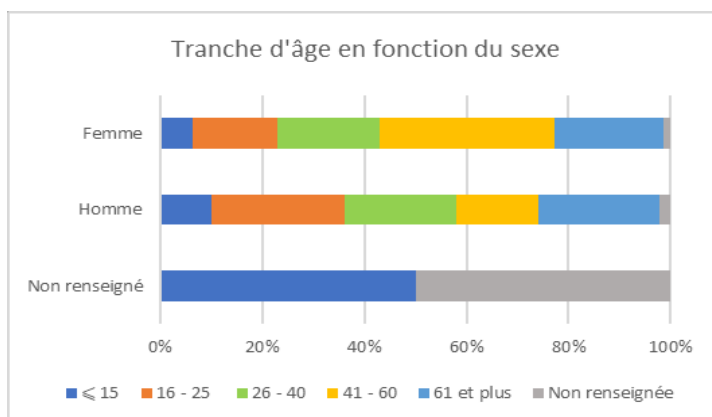
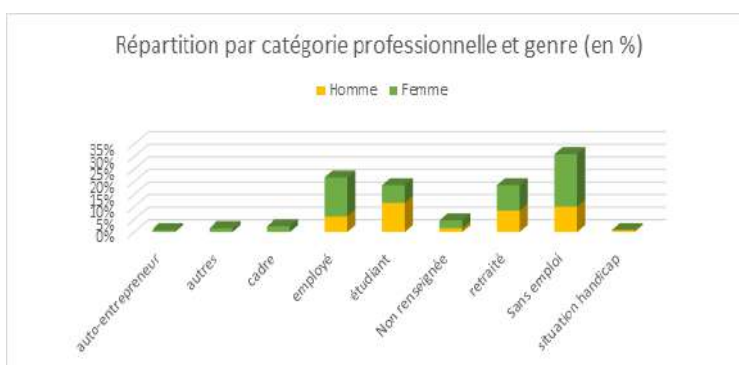
Propositions mises en avant par PSN

Gratuité des transports en commun. Engager de véritables négociations sur la gratuité des transports en commun. Certaines villes pratiquent déjà cette gratuité ; il s'agit de la généraliser.

Augmentation des fréquences et extension des dessertes, dans l'espace et dans le temps, notamment pour les personnes qui habitent en quartier populaire et qui bien souvent travaillent en horaires décalés.

Développer et promouvoir les plateformes solidaires pour pallier le manque de pouvoir d'achat pour les voitures électriques, les mobilités douces et leur entretien...

Quelques Chiffres



Les principales remarques concernent **le prix des transports en commun et le non-respect des horaires** : lenteur et retards : « *Les transports ont de plus en plus de retard* » ; « *Le temps de trajet est trop long en bus* » ; « *J'habite loin, je dois prendre le bus. Il y a des problèmes de retard et de grève* ».

Mais c'est aussi leur faible amplitude : « *Faire des trajets très tôt ou très tard, beaucoup de personnes commencent le travail à Paris à 5h du matin et rentrent très tard le soir et doivent rentrer à pied* » ; « *Aucun transport jours fériés, dimanche et vacances. Isolement total* » ; « *Augmenter les fréquences des dessertes aux heures de pointe* ».

Les habitant-es se préoccupent de l'inadaptation des moyens de transport aux personnes handicapées : « *Pour les gens invalides, rien n'est adapté pour eux* ». Une question d'autant plus prégnante pour toutes ces femmes et ces hommes des quartiers populaires qui travaillent en horaires décalés, ou dans les hôpitaux sans bénéficier d'un transport le dimanche.

Mais il s'agit aussi des personnes âgées. Plusieurs témoignages y font référence : « *Il faut prendre les transports, c'est fatiguant pour une personne âgée* » ; « *Il faudrait plus de solutions adaptées au transport des personnes âgées pour éviter qu'elles s'isolent* ».

Peu d'habitant-es font référence à l'urbanisme des quartiers populaires : « *Dispersion de l'habitat d'où manque de transport* » ou aux nouvelles modalités de déplacement : « *politique d'urbanisme pour les cycliste peu ambitieuse et déconnectée de la réalité, ce qui n'incite pas à utiliser le vélo* ». Mais cette même personne va « *inciter à utiliser le bus qui doit fonctionner à l'électricité produite localement* ».

Finalement, un habitant nous dit : « *les transports en commun sont chers : je vais au travail avec ma voiture et ça me revient moins cher que de prendre les transports. Entre les transports et l'écologie, je choisis le porte-monnaie* ».

Aspirations des habitant-es

Les aspirations des habitant-es relèvent des mêmes catégories que les constats.

Elles concernent d'abord **la gratuité des transports en commun** soit permanente, soit catégorielle : les personnes en difficulté, les enfants, les moins de 16 ans, les moins de 18 ans, les personnes handicapées ou celles qui les accompagnent, et notamment leurs enfants.

Ou encore d'augmenter leur fréquence : « *Mettre plus de bus en rapprochant les horaires* ». La particularité de l'Île-de-France avec des trains ou des RER courts aux heures de pointe...

Au fond, la demande pourrait se résumer par « *remettre les transports publics dans les quartiers populaires* », tout en réaffirmant que la politique des transports ne se décide pas sans les habitant-es ! « *Projet non abouti d'une concertation avec les habitants pour les voies de circulation...* ».





Constats et aspirations sur les conditions de vie

Écologie

Thème choisi : Écologie

Vos constats et remarques :

1. Privilégier le cadre de vie (espaces verts)
2. Isolation des logements (passoires thermiques)
3. Mettre en place des jardins partagés
- 4.
- 5.

Vos idées et propositions :

1. Créer des espaces verts
2. Isoler les appartements
3. Éducation à la Transition Écologique
4. Jardins partagés



« Urgences de la transition écologique, quel monde pour nos enfants ? » écrit un Montpelliérain de 28 ans.

Un préjugé à combattre : les quartiers ne s'intéressent pas à l'écologie

L'écologie est au cœur de nos préoccupations car nous sommes les premiers à être impactés par les dérèglements climatiques (la Seine-Saint-Denis, un des départements les plus touchés lors de la canicule de 2003). La précarité constatée dans les quartiers ne garantit pas un accès à des produits alimentaires frais et sains, elle ne permet pas d'avoir une consommation d'énergie responsable quand le logement est une passoire thermique. Les conséquences sur la santé des habitant-es des quartiers sont déjà visibles.

La culpabilisation que l'on fait porter sur les individus tend à faire oublier qu'il ne peut y avoir une politique environnementale, climatique sans tenir compte des inégalités sociales. Aussi il ne peut y avoir une justice climatique sans justice sociale.

Lors du tour de France, nous avons organisé des temps forts autour de l'écologie, comme à Lyon où nous avons pu échanger et débattre avec les militants d'Alternatiba ou encore à Roubaix où nous avons organisé notre journée afin de pouvoir participer à la marche pour le climat.

Le thème écologie est classé n° 1 par 13 % des personnes, il est le 13^{ème} thème le plus traité sur l'ensemble des questionnaires. Le sujet représente 3 % des sujets traités sur l'ensemble des questionnaires. La moyenne d'âge des personnes ayant traité ce sujet est de 38 ans, l'âge médian est de 34 ans. 28 % des personnes ayant traité ce sujet ont moins de 26 ans. Le sujet est traité autant par des femmes que par des hommes.

Outre lorsque le thème a été choisi, la question de l'écologie est également traitée indirectement à travers le thème du logement/cadre de vie. Parmi les propositions, est revenue régulièrement la question des espaces verts, parcs, la verdure dans les quartiers. La question des jardins partagés ou des toits végétalisés des immeubles également.

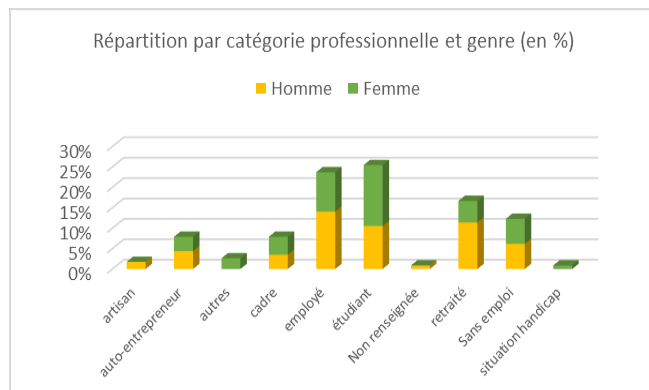
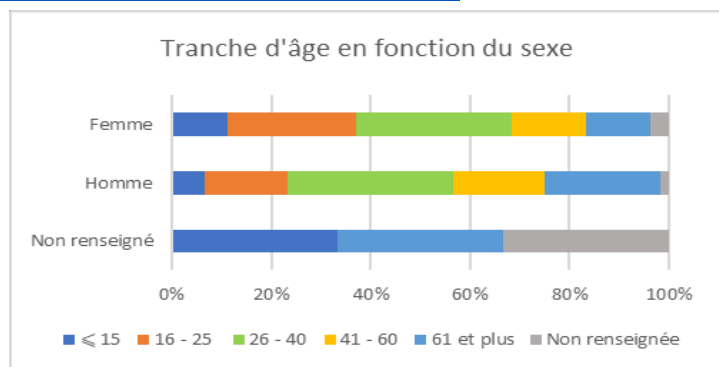
Il y a deux grands groupes qui se dégagent :

- **une conscience écologique et une vision très globale du problème** qui vont évoquer l'absence de mesure à grande échelle (dérèglement climatique, taxation, COP 21, rapport du GIEC, réfugiés climatiques, surconsommation, capitalisme, etc...).

- **une approche beaucoup plus locale** et des propositions beaucoup plus concrètes (isolation des logements, des jardins partagés, du compost en bas d'immeuble, des poubelles enterrées, des amendes).

Sous le thème écologie, divers types de pollution sont évoqués : la pollution (les déchets), la pollution de l'air, la pollution maritime, la pollution visuelle, la pollution sonore, la pollution liée à l'usage des produits chimiques.

Quelques Chiffres





Propositions mises en avant par PSN

Écologie

Des propositions structurantes prioritaires

⇒ Développer une politique écologique et sociale par la création de Maisons de la transition dans tous les territoires

Composées d'expert-es en énergie, de scientifiques, de professionnel·les, d'acteur·rices locaux et d'habitant.es, elles auront pour mission de mettre en œuvre une politique de transition écologique et sociale. Ainsi elles seront représentées dans l'ensemble des comités liés aux projets urbains proposés afin d'émettre un avis sur le caractère écologique et les moyens mis en œuvre pour limiter l'empreinte carbone et favoriser le réemploi. Aussi, elles auront un droit de veto sur les projets qui seraient écologiquement, socialement et économiquement absurdes ou inadaptés.

Elles seront également chargées de veiller et d'évaluer la bonne mise en œuvre des politiques environnementales (transitions énergétiques, isolations des logements, développement des offres en circuits courts, réduction des déchets, veille sur les entreprises polluantes, etc...). Elles veilleront enfin à l'intégration de la dimension écologique et environnementale (dont le zéro déchet) dans l'ensemble des politiques sociales mises en place et notamment par la Sécurité sociale et la Caisse d'allocations familiales qui ont la capacité de devenir des acteurs majeurs de la transition écologique.

⇒ Faire des quartiers des modèles de transitions énergétiques

En se servant des programmes de l'ANRU et en contrôlant via les Maisons de la transition que les projets soient effectivement éco-responsables et durables du chantier à l'habitat et au cadre de vie. Les projets devront être pensés en anticipant les changements annoncés dans le dernier rapport du GIEC liés au dérèglements climatiques (canicules, gels, tornades, montées des eaux, etc...)

⇒ Mettre en place des ateliers de sensibilisation aux questions écologiques dès l'école

Les bonnes pratiques doivent s'apprendre et être expliquées dès le plus jeune âge. Il faut développer des postes de « médiateur·rices écologiques » qui pourraient proposer « Des actions de sensibilisation comme le nettoyage de la ville » mais aussi mener des ateliers pédagogiques pour tous les âges.

Thème choisi : Écologie

Vos constats et remarques :

1. Du béton
2. Des déchets
3. Des boîtes
- 4.
- 5.

Vos idées et propositions :

1. transports en commun gratuits
2. mesures contre pollution sonore
3. lignes de bus bi ou tri axes en cas de besoin à quand
- 4.
5. Éducat° à l'écologie à l'école

Thème choisi : Écologie

Vos constats et remarques :

1. Planète est en danger
2. la protéger
- 3.
- 4.
- 5.

Vos idées et propositions :

1. + de poubelles déchetteries, trieur de déchets
2. organiser des journées afin de nettoyer la ville
- 3.
4. Adapter plusieurs techniques qui permettent de ne pas polluer la planète (emballage en carton, réduction du plastique) et partager ces techniques via des manifestations ou journées contre la pollution

MERCI DE VOTRE PARTICIPATION !

Thème choisi : Écologie

Vos constats et remarques :

1. Utiliser beaucoup d'argent pour l'eau de nettoyage ville
2. Contre nos voitures porte d'argent et maritime
3. Publicité lumineuse 24h/24h
4. Hards de déchet non rigide et non amovible
5. Éviter use de l'argie mais de la pollution

Vos idées et propositions :

1. utilisation de l'eau de mes vêtements
2. Contre avec ses propres voitures
3. Éviter de publicité lumineuse de 24h/24h
4. Faire un geste qui a impacte sur l'écologie, comme un arbre à peu de coût, faire un arbre à l'an
5. ~~transport~~ (circulateur qui use de l'énergie)

Une trop grande inaction des politiques et une méconnaissance des urgences climatiques généralisée entraînant trop peu de changement, de mobilisation

« La crise n'est pas gérée par les politiques (pas de loi) ; pas d'actions de la part des entreprises » ; « Culpabilisation de l'individu VS aux entreprises » ; « Manque de connaissance chez les gens des enjeux écologiques ».

Un problème de propreté, voire d'insalubrité avec la question du non-respect des dépôts de déchets sauvages ou lié à l'absence de poubelle ou encore du tri des déchets

« Manque de tri et propreté » ; « Manque de prise en compte des directives (tri des déchets) ; dépôts de déchets sauvages » ; « Pas de tri dans la poubelle ».

Trop de pollution de l'air et un trop gros usage des voitures, besoin de développer et améliorer des pistes cyclables

« Il y a trop de voitures » ; « La pollution nous rend malades avec de nouvelles maladie » ; « Diminution de la place de la voiture = Alternatives transports en commun/vélo ».

Aspirations des habitant-es

Des ateliers de sensibilisation aux questions écologiques dès l'école, avec « des médiateurs écologiques ». « Des actions de sensibilisation comme le nettoyage de la ville ».

Une meilleure gestion de déchets, plus de poubelles et de ramassage. Plus de tris des déchets, plus de centres de recyclage (y compris en créant de l'emploi, trieur). Des consignes de tri plus claires et des poubelles adaptées.

« **Créer plus d'espaces verts** », « végétaliser », « arboriser les quartiers. Permettre la création de jardins partagés et de toits aménagés ».

Soutenir la mobilité verte, plus de transports en commun gratuit

Une meilleure isolation des logements

Des sanctions et taxes sur les multinationales et les entreprises polluantes, taxer et réinjecter l'argent pour aider à la transition énergétique (énergies durables).





Constats et aspirations sur les conditions de vie

La santé



Le thème de la santé est au troisième rang des priorités des habitant-es.

Il a été classé en première, deuxième et troisième position par plusieurs centaines de personnes, en particulier des villes d'Alès, Amiens, Angers, Angoulême, Lille, Marseille, Orléans, Poitiers, Roubaix, Saint Denis.

La priorité donnée au thème de la santé émane surtout de femmes. Mais quand c'est en deuxième ou troisième priorité, les proportions évoluent et les hommes ont plus de place.

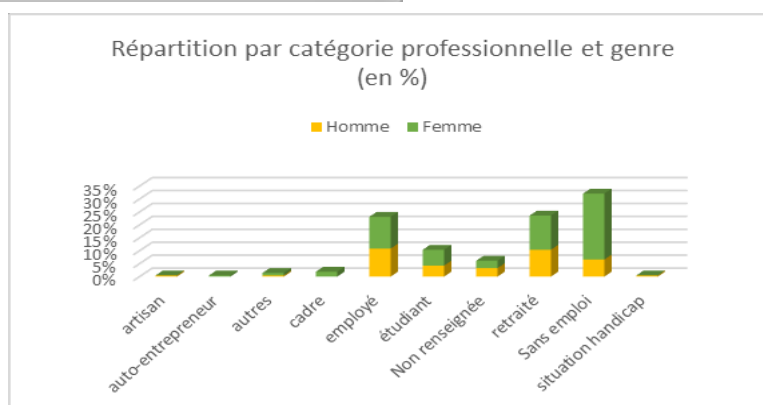
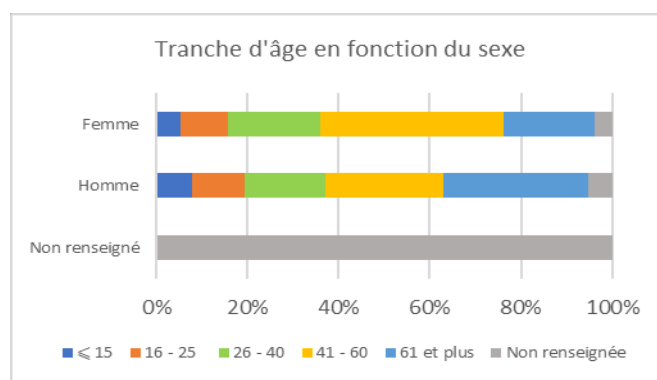
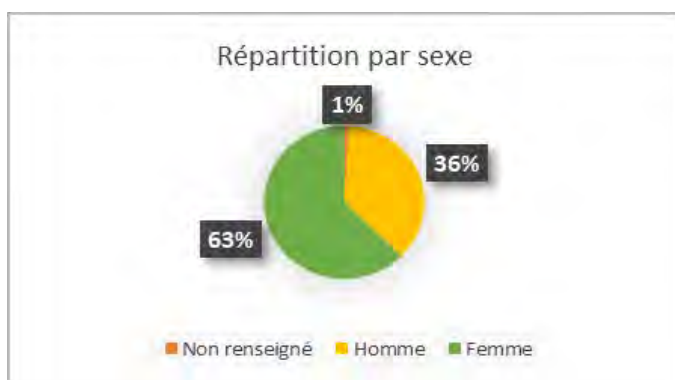
Propositions mises en avant par PSN

Des Zones médicales prioritaires dans les quartiers avec la création de postes pour des habitant-es des quartiers et la pratique de tarifs raisonnables. Les quartiers populaires ont extrêmement souffert de la pandémie, ce qui justifie la mise en place rapide de ces Zones médicales prioritaires.

Des maisons de santé pluri-professionnelles intégrant divers métiers du soin au sens large (physique, social, psychique ...) conçues en lien avec les habitant-es.

Des aménagements urbains pour la santé, élaborés en concertation.

Quelques Chiffres



Des déserts médicaux

Les témoignages sont très fortement centrés sur les difficultés d'accès au milieu médical généraliste et encore plus spécialiste, avec des demandes de meilleur suivi des personnes, de plus de médecins. Les quartiers sans médecin sont cités à maintes reprises, de même les dates de rendez-vous très éloignées mettant la santé en danger. Certaines personnes sont très angoissées de ne pas avoir de médecins ou de centres médicaux à proximité.

Des coûts prohibitifs

La baisse des remboursements de médicaments met en question l'accès aux traitements. On retrouve ici comment la pauvreté d'une grande partie de la population est ignorée dans la politique d'accès aux soins et aux médicaments.

« Ne pas rendre la médecine uniquement accessible aux bien nantis ». « Médecine à deux vitesses (en fonction des moyens) ».

Des soignants mal traités

L'aggravation des conditions de travail des soignant·es a été douloureusement mise en évidence pendant la récente pandémie. Elle a été particulièrement ressentie dans les quartiers populaires. Des salarié·es du système de santé public ont exprimé lors de ce tour de France à quel point ils et elles ont souffert de l'ignorance dans laquelle le personnel hospitalier a été tenu.

« Soignantes sous pression ».

Méfiance sur le traitement de la pandémie

De nombreux commentaires en défiance vis-à-vis du vaccin et de l'autoritarisme du gouvernement pendant la pandémie ; colère contre les amendes.

La politique de la santé mise en cause

Beaucoup de répondant·es sont bien conscients de la crise du système de santé et adressent des critiques à la politique de santé du gouvernement : *« Critique de la privatisation des soins de santé ».*

La santé au cœur des facteurs qui pèsent sur les conditions de vie

- En lien avec les discriminations : *« On est très mal soigné en tant que Maghrébin ».* *« Immigrants mineurs n'ont pas la carte vitale donc ils n'ont pas accès aux soins gratuits. Quand tu veux prendre rendez-vous il faut attendre des mois. Il faudrait une solution pour qu'ils puissent se soigner ».*

- En lien avec le logement et les moyens de déplacement : *« Pas d'appartement adapté pour les handicapés. Adapter le logement selon le handicap (ex : en RDC plutôt qu'en hauteur, douche à la place de la baignoire) ».* *« On a beaucoup de problèmes de santé qui s'aggravent avec ma condition de logement. Je suis obligée à avoir un suivi médical à Pau, il n'y a plus rien à Tarbes. Avoir un logement décent pour mieux me soigner et soigner ma famille. Rendre plus accessibles les services de santé (transport) ».*

Aspirations des habitant-es

Des propositions visant à rapprocher la médecine des habitant-es

On peut lire des demandes d'affectation de médecins dans les quartiers, de l'arrêt du numerus clausus. « Essayer d'attirer de jeunes médecins avec des avantages à l'installation (exonérations fiscales, loyer pris en charge) ».

Et de multiples appels à améliorer les conditions de travail des soignant-es : « Revaloriser les salaires des soignantes. Renforcer les dynamiques de promotion de la santé. Refinancer les soins de santé ».



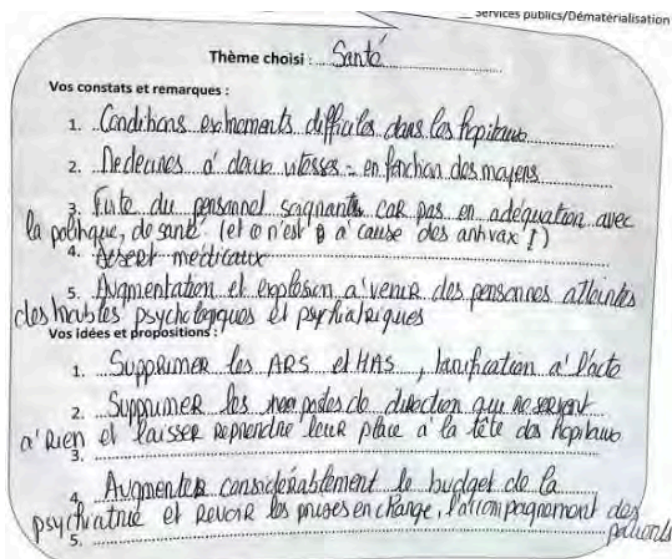
En lien avec le logement et le cadre de vie

« Adapter les trottoirs pour les personnes à mobilité réduite, plus de rampes. Demander aux bailleurs de prendre ce sujet au sérieux ».

Contre les discriminations

« Faciliter l'accès aux soins pour tous sans distinction de race ou de condition sociale ». « Mettre fin aux 3 mois de justification de présence pour l'accès à l'AME. Manque de moyens alloués à la contraception (remboursement) ».

Et pour conclure, ces rappels : « Système de santé quasi défaillant abandonnant le serment prêté à ce métier vital à toute population (les gens défendent le droit contre la pratique dominante) ». « Un système de santé basé sur un bel idéal (celui de la SS d'après-guerre) mais la réalité que j'ai vue et vécue en France s'avère fort différente de l'idéal ».



Constats et aspirations sur les pratiques sociales

Les Femmes



Les difficultés de vie des femmes dans les quartiers ont été soulignées par beaucoup d'interlocutrices et aussi d'interlocuteurs.

À peine 1 % des personnes rencontrées ont classé en premier ou traité en premier le thème des femmes. Pour autant, les avis exprimés sont empreints de beaucoup de préoccupations et méritent d'être pris en compte. À noter qu'autant d'hommes que de femmes ont témoigné sur ce thème, qui est en douzième position dans les priorités.

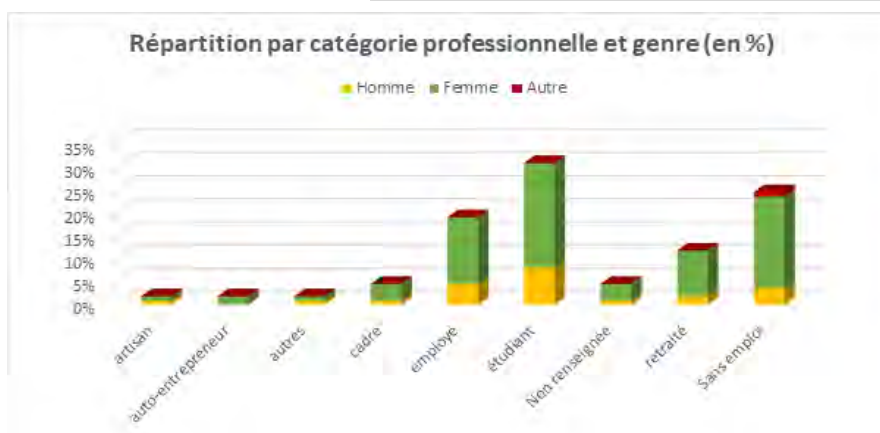
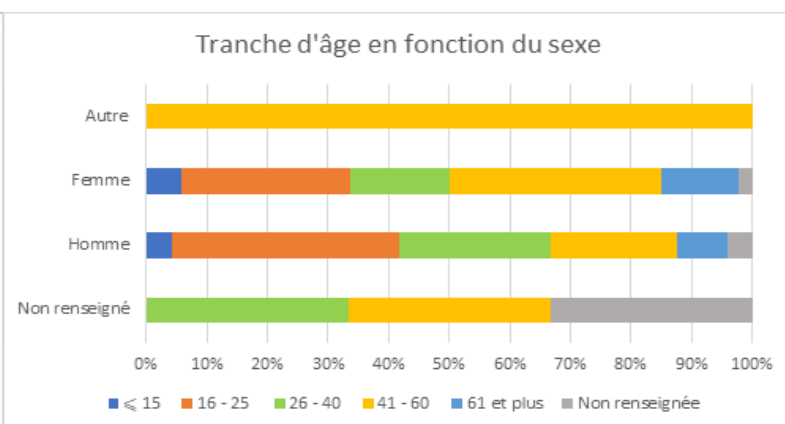
Propositions mises en avant par PSN

Renforcer l'application de la loi contre les violences conjugales

Développer des lieux d'accueil, d'accompagnement juridique et social, des refuges et appartements et accompagner les femmes dans un processus de reconstruction personnelle. Soutenir les associations qui œuvrent en ce sens.

Imposer la mise en place de budgets genrés dans tout projet de quartier, afin que les femmes aient toute leur place dans la conception, la gestion et l'usage de ces projets.

Quelques Chiffres



Des constats

Une multitude de problèmes et de responsabilités, d'inégalités vécues alors qu'elles portent le monde

Les charges qui pèsent sur les femmes ont été largement soulignées, non seulement au niveau individuel mais en tant que problème de société : « *Pour moi, la femme et le quartier font un car souvent elle y est plus souvent que l'homme* ». « *Elles doivent pouvoir faire ce qu'elles veulent, on les embête trop dans la rue, sur internet* ». « *Beaucoup de femmes seules avec des enfants à charge, avec des petits revenus ne permettant pas une vie décente* »

Les obstacles dans l'accès à l'emploi

Trouver du travail est bien plus difficile pour les femmes que pour les hommes et en particulier dans les quartiers populaires et ruraux. Et lorsque celles-ci en trouvent un, il est souvent vulnérable et de mauvaise qualité. « *Société phallocratique, Patriarcat* »

Les habitant-es « dénoncent » les inégalités entre les hommes et les femmes et plus particulièrement dans la sphère professionnelle. En termes de secteur d'activité, de poste occupé, de salaire. « *Pour les femmes c'est compliqué de trouver un emploi. On nous cantonne toujours dans les mêmes secteurs d'activités* » Il y a la difficulté d'accéder à un emploi sans formation, diplôme et/ ou permis. La mobilité est d'ailleurs l'un des freins à l'emploi pour les femmes. Ce dernier est un frein indirect car le frein direct, pour certaines, est le mode de garde. « *Faire des formations, mais on ne trouve pas de travail vu qu'il y a des gens qui n'ont pas le permis. C'est d'aller faire le permis mais il y a des femmes qui n'ont pas les moyens de partir sans laisser les enfants pour aller faire le permis* ».

Les violences faites aux femmes

Rejoignant le thème de l'insécurité, des femmes expriment la hantise de la violence, qu'elle soit verbale ou physique, vécue dans la famille aussi bien qu'au travail, dans la rue, dans les services publics, partout : « *Elles sont formidables de partage et d'apprentissage de dévouement mais souvent bafouées dans leur propre foyer* ». « *Il y a encore des féminicides* ». « *Pas assez de sévérité par rapport aux femmes battues* »

Les violences conjugales ont une incidence majeure sur la santé des femmes, elles entraînent à court et long terme de graves problèmes de santé physique, mentale, sexuelle et génésique pour les victimes et leurs enfants et elles ont de ce fait des coûts sociaux et économiques élevés. Les violences conjugales peuvent avoir des répercussions significatives sur la vie professionnelle des victimes. L'enjeu sera également de trouver de nouveaux moyens plus efficaces pour agir contre les violences conjugales.

La justice, les droits refusés aux femmes

La violence subie par les femmes n'est pas correctement prise en charge par la police et par la justice : « *Une part infime des femmes isolées portent plainte, la plupart des plaintes n'aboutissent pas, la justice est trop lente* ».

Femmes écartées de la vie politique et de la citoyenneté

Une manifestation claire de l'injustice faite aux femmes en France est la faible place qu'elles occupent dans des postes de décision, en dépit des proclamations sur la parité. Les femmes des quartiers populaires sont les plus atteintes par cette inégalité : « *Pour certains partis, on nous refuse car on est des femmes* ». « *Je constate dans mon association au Fil de femmes que la mobilisation est difficile, surtout les femmes isolées. Les femmes ne se sentent pas légitimes d'être dans l'action* ».

Très occupées par leurs responsabilités familiales, souvent seules avec leurs enfants, elles n'ont pas le loisir de rencontrer d'autres femmes et de s'organiser ensemble : « *Je ne sais même pas s'il y a des asso-ciations pour les femmes dans la ville* ». « *Difficulté à rencontrer des femmes* ». « *Pas de lieux pour rassemblement des femmes* ».

Aspirations des habitant.es

Défendre la place des femmes dans l'espace public et dans la vie citoyenne et politique

Un axe de propositions très développé consiste à revendiquer la place des femmes dans la vie publique : « *Nous souhaitons des lieux de rassemblements dans nos quartiers (activités)* ». « *Parité obligatoire au sein des CA et promouvoir les promotions aux seins des entreprises* ».

Ce qui se traduit aussi fréquemment par la demande de création de lieux pour les femmes :

« *Créer un lieu de rencontres à Esplanade* ». « *Une vraie maison des femmes* ».

Et pour se faire cette place, les femmes éprouvent le besoin de se former, de se renforcer mutuellement : « *Animer des groupes de parole autour de ces thèmes* ». « *Organiser des cafés-débats* ». « *Création d'un groupe de femmes au centre social* ».



Combattre les inégalités qui frappent les femmes dans le domaine de l'emploi

Les femmes ont souvent une approche globale des problèmes qu'elles rencontrent et, si elles parlent de l'emploi, elles font le lien avec d'autres volets de leurs situations. « *Établir l'équité du temps de travail entre le couple ; renforcer les temps partiels et cassez les tabous du temps partiel chez les hommes* ». « *Amplifier l'égalité H/F et valoriser les acteurs associatifs* ».

Là encore, les demandes de formation, d'accompagnement, d'organisation des femmes se font entendre : « *Accompagner les femmes vers l'autonomie, l'accès à la culture, l'emploi pour vivre mieux et avoir une image positive d'elles-mêmes* ». « *Créer des coopératives pour aller vers une formation et vers l'emploi et découvrir qu'on est plus forte quand on est plusieurs* ».

Faire front contre les violences faites aux femmes

« *S'inspirer de l'Espagne sur la protection des femmes ; les plaintes doivent être prises au sérieux ; protéger les femmes des agressions* »

Pour les droits des femmes

« *Renforcer la loi, la justice pour les femmes et lutter contre les inégalités homme/femme* ». « *Défiscalisation des pensions alimentaires* ».

Pour la sécurité des femmes

Sont demandés : « *Plus de moyens, de forces de l'ordre* ». « *Former les policiers aux violences de genre* ».





Constats et aspirations sur les pratiques sociales

Les Jeunes



Les jeunes sont une part importante du peuplement des quartiers populaires. Ce thème est en sixième priorité sur l'ensemble.

Contrairement aux discours des politiques publiques qui présentent les jeunes comme un problème, ils et elles sont une force d'avenir trop souvent incomprise, négligée, voire laissée pour compte. Il s'agit de les réhabiliter.

Il est remarquable que ce sont davantage des adultes que des jeunes qui se sont exprimés via les questionnaires sur le sort des jeunes, avec des critiques mais aussi avec une grande inquiétude face à la démission des institutions.

Propositions mises en avant par PSN

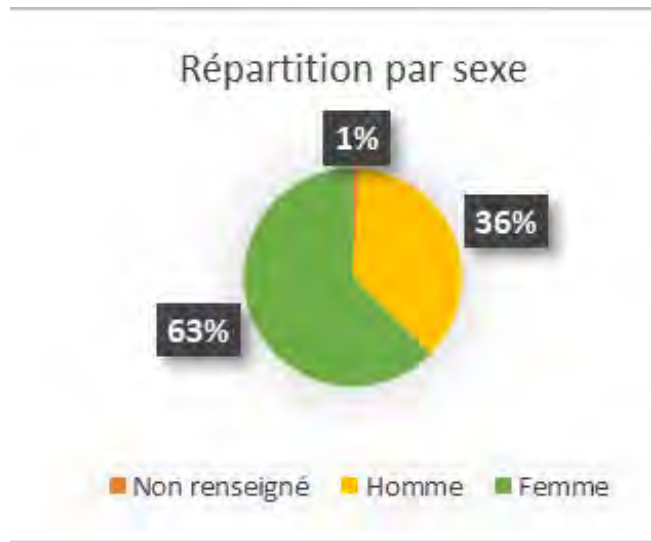
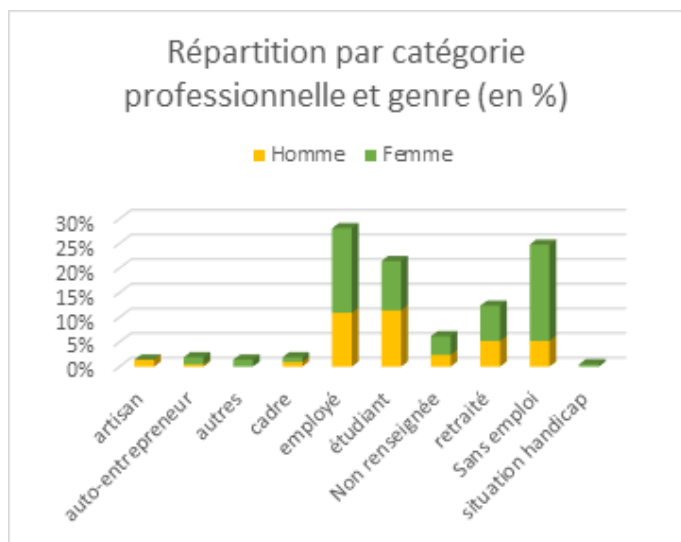
Co-construire une politique ambitieuse de la jeunesse avec les jeunes

Cette politique doit prendre en compte toutes les contraintes auxquelles les jeunes sont confronté-es et dont le traitement est morcelé sinon absent. Le grand désarroi de la jeunesse face à l'emploi, aux études, à l'avenir dans son ensemble impose une prise en compte globale et des moyens affectés à tous les domaines permettant de se situer, d'avancer et de s'émanciper : santé, scolarité, formation, culture, loisirs...

Créer des Agoras de la jeunesse tous les deux ans pour co-évaluer avec les jeunes les engagements des élu-es, des services de l'État et des services publics et privés

Les jeunes ne vont pas se contenter de promesses. Une politique ambitieuse de la jeunesse passe par des actes précis dans les différents domaines évoqués dans ce manifeste

Quelques Chiffres



Des constats

De la scolarité à l'emploi, une succession de barrages

Scolarité perturbée par la pandémie, absence de débouchés, même les diplômé-es ne trouvent pas de travail : « Nos enfants sont diplômés mais ne trouvent pas de travail sur Toulouse et partent loin pour le travail ».

Des discriminations

Dans le système scolaire : « Discrimination à l'école pour certains et à la poubelle pour certains ». **Dans les loisirs et la culture :** « Les jeunes veulent faire du sport, pas de city stade ». « Pas d'ensembles sportifs ou très peu ».

Dans l'accès à l'emploi : « Manque d'emploi non diplômé ». « Ils ont fait la fac et les écoles ». « Ils ne trouvent pas d'emploi ».

Sentiment d'abandon de la part des parents

« Nous en avons ras le bol qu'on laisse nos enfants dans l'abandon, cela les pousse à dealer car ils ne trouvent pas d'emploi ». « Les 12-15 ans ne bénéficient d'aucune aide pour s'autonomiser et s'émanciper pour se lancer dans leur future vie d'adulte ». « Perte de confiance sur l'avenir ».

D'autres montrent moins d'empathie

« Il y a des jeunes dans nos quartiers qui s'imposent et nous intimident ». « Ils prennent possession de nos parkings. Impossible de nous garer. Il y a des voitures qui ne bougent pas. On en a marre des dealers ». Mais certaines de ces personnes font elles-mêmes des suggestions pour que les jeunes soient mieux pris en considération : « Prenez en charge les jeunes avant qu'il ne soit trop tard ». « Il faut aider toute la jeunesse pour ne pas être livrée à elle-même : scolarité, emploi, formation, entrepreneuriat ».

Aspirations des habitant-es

Des jeunes ont des demandes précises

Pour une meilleure offre culturelle et de loisirs

« On veut une salle ouverte comme un squat où on nous laisse tranquille sans que la police vienne nous gazer au bout de 2 jours ». « Plus d'endroits pour les jeunes (gratuits) ». « Plus de choses pour les enfants. ». « Un studio d'enregistrement (musique, rap) ». « Une école de danse pour les enfants à titre gratuit ». « Créer un espace jeux soir samedi dimanche ». « Créer une médiathèque ».

Pour des équipements sportifs

« Mettre en place des locaux pour le sport ». « Barre de traction en plein air ». « Plus d'activité sportive pour les jeunes et des occupations. Remettre les terrains de tennis, ping-pong, etc. ». « Salle de sport financée par l'État ouverte à tous et gratuite car le prix n'est pas accessible pour tous (RSA ou sans ressource) ».



Des adultes ont des propositions concernant les jeunes

Mieux informer les jeunes de leurs droits

« Faire porte ouverte sur Angoulême pour leur dire leurs droits (comment avoir accès à l'emploi, etc.) ».

Faire pièce aux discriminations

« Encourager les entreprises à prendre les maghrébins ».

Encourager la citoyenneté

« Valorisation de l'implication citoyenne ». « Écouter et construire avec eux ». « Aider les jeunes à partager leurs savoirs ». « Assemblée des jeunes tous les trimestres au sein de la ville ». « Leur faire confiance en leur laissant des responsabilités ».



Cette thématique, qui concerne la tranche d'âge des jeunes enfants et adolescents, a principalement été abordée par des parents et les jeunes eux-mêmes. Elle est très présente dans les priorités exprimées, puisqu'elle se place au sixième rang.

Les Zones éducatives prioritaires (ZEP) devraient permettre de réinstaurer une égalité avec le droit commun. Or, les questionnaires vont révéler une inégalité sur l'accès et les conditions, vis-à-vis de leur scolarité, de leur vie scolaire et des difficultés liées au système éducatif. Ce dernier n'a cessé de creuser les inégalités et encore plus face à la pandémie que nous venons de vivre. En ce sens, la disparition des Zones d'éducation prioritaires devrait se faire au profit du droit commun.

Propositions mises en avant par PSN

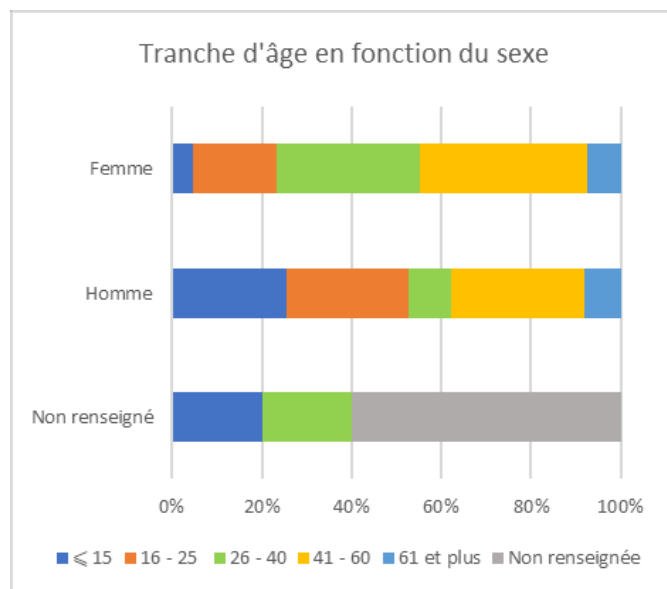
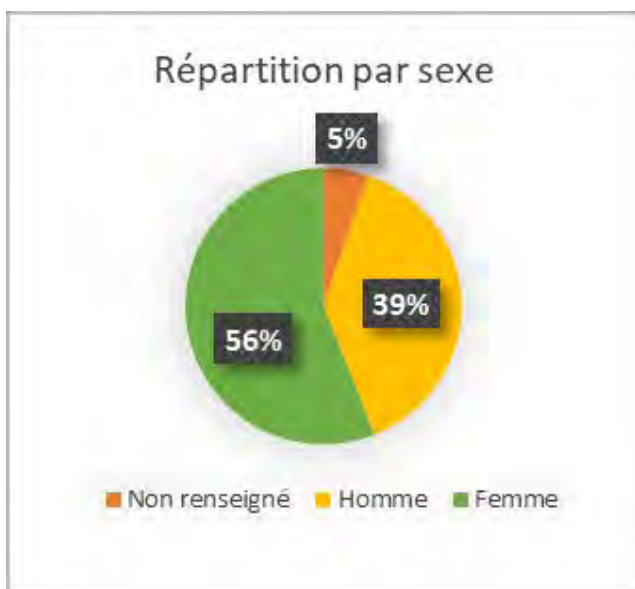
Garantir le droit à la réussite scolaire dans les quartiers populaires

L'Éducation nationale doit appliquer le droit commun dans toutes les écoles de la République en assurant la présence d'enseignant-es devant chaque élève tous les jours de l'année, en réformant le mode de recrutement des enseignant-es et en leur assurant une meilleure formation. Elle doit mettre en place des moyens humains qualifiés afin de répondre aux besoins d'éducation et de formation.

Écoles ouvertes aux parents et habitant-es du quartier

Par le développement de Maison des parents au sein des établissements scolaires et par l'auto-organisation de rencontres et d'activités culturelles et multiculturelles.

Quelques Chiffres



La situation sur l'éducation

Les questionnaires révèlent une insatisfaction générale sur le domaine de l'éducation. « La qualité des cours se détériore, surtout depuis la crise sanitaire ». « Il me semble que l'éducation est de mauvaise qualité ». « Faiblesse de l'enseignement scientifique ». « Manque de personnel, d'AVS et de moyens ». « Manque de discipline qui entrave le bon enseignement et la prévention, et la formation de bons élèves ». « État du bâti scolaire déplorable ».

L'accès à la scolarité

« Dossier d'aide de plus en plus compliqué et quasiment impossible à remplir pour les personnes non francophones ». « Mon fils aîné n'a toujours pas de place au lycée (1^{ère} année) ». « Pas d'orientation à l'avenir des élèves ». « Sans la scolarité, on n'a pas de travail, et sans travail on n'a rien ».

Des conditions difficiles des élèves et du corps enseignant

« Un sérieux manque d'enseignants ». « Décalage. Confinement (trop de retard). Le programme n'est pas fini ». « Manque de suivi des élèves en difficultés ». « Plus de 35 élèves par classe, c'est inadmissible ». « Pas de suivi pour les enfants depuis le COVID ». « Harcèlement dans les collèges ».

Dénonciation d'actes discriminants de la part de l'école, où chacun devrait être, de facto « égal aux autres »

« Discrimination évidente par les enseignants ». « Rien à faire pour des enfants handicapés ». « Scolarité sur les quartiers populaires, les enfants ont moins de chance ». « Les habitants des QPV ne peuvent pas aller à l'université ». « Des villes riches et des villes pauvres : pas les mêmes possibilités ».

Aspirations des habitant.es

Mieux penser les réformes et aménagements du système éducatif

« Arrêter de faire chaque année des nouvelles réformes scolaires (bac) ».
« Relance de la réforme des rythmes scolaires ».
« Trouver un modèle à mi-chemin entre éducation nationale et Montessori ».
« Revalorisation du métier ».
« Mettre fin au contrôle continu qui pénalise les lycées moins réputés ».

Égalité de traitement

« Traiter équitablement tout le monde ».
« Il faut faire les mêmes frais pour tous les étudiants locaux ou étrangers ».
« Je pense qu'on devrait mettre en place un Pass pour que les jeunes des quartiers puissent être prioritaires pour avoir des places de stage ».
« Éviter les dérogations aux cartes ».
« Formulaire d'aide en Fac et accompagnement des parents ».



Un nouvel élan pour une éducation qui donne leurs chances à tous les enfants

« Investir dans la prévention (jeunes années) et la parentalité ».
« Remplacement systématique en cas d'absence [des enseignants] ».
« Classe de 15-20 élèves sur tous les niveaux ».
« Les professeurs doivent s'impliquer sur les établissements scolaires ».
« Embaucher plus de profs ».
« Leur donner les outils nécessaires à la réussite de la scolarité (ordinateurs, imprimante) ».

Pour lutter contre les discriminations

« STOP aux appellations discriminantes ».
« Les orienter selon leur but et non leur origine ».
« Arrêter le harcèlement ».
« Donner l'égalité entre le riche et le pauvre ».
« Égalité des chances pour tous enfants ».



Constats et aspirations sur les pratiques sociales

Les Personnes âgées

Ce sujet n'est pas la première préoccupation des habitant-es, disons qu'il est médian, se situant au quatorzième rang des priorités.

Il est traité majoritairement par des hommes retraités en premier choix et par des femmes de toutes catégories socio-professionnelles en deuxième choix.

Pour autant les constats, les échanges, les propositions révèlent de grandes difficultés liées au manque de ressources ; on note également un grand isolement, une grande rupture du lien social avec les différentes générations, une solitude renforcée par la fracture numérique.

Propositions mises en avant par PSN

Une politique du grand âge fondée sur la résolution des injustices qui frappent les personnes âgées

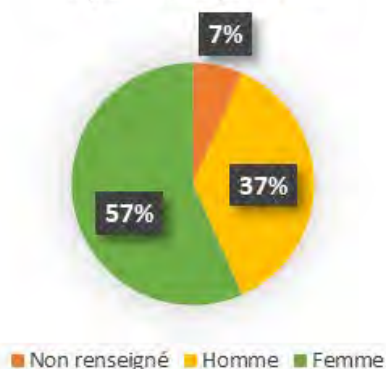
Isolement, pauvreté, mauvais traitement sont le lot de milliers de personnes qui ont travaillé toute leur vie sans en tirer des conditions de vie dignes. Une prise en charge publique des logements, de l'alimentation, de la santé, de la culture et des loisirs est nécessaire pour rétablir les personnes âgées dans leurs droits et honorer leur apport à la société.

Appui au secteur de l'économie sociale et solidaire dans l'accompagnement des personnes âgées

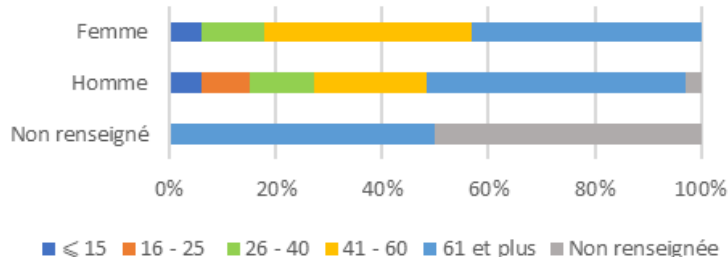
Le secteur de l'ESS est en capacité d'offrir des services aux personnes âgées, qui ne sont pas toutes logées à la même enseigne et ne nécessitent pas toutes les mêmes solutions pour vieillir en toute sécurité. Les personnes âgées doivent être associées aux solutions qui leur sont proposées.

Quelques Chiffres

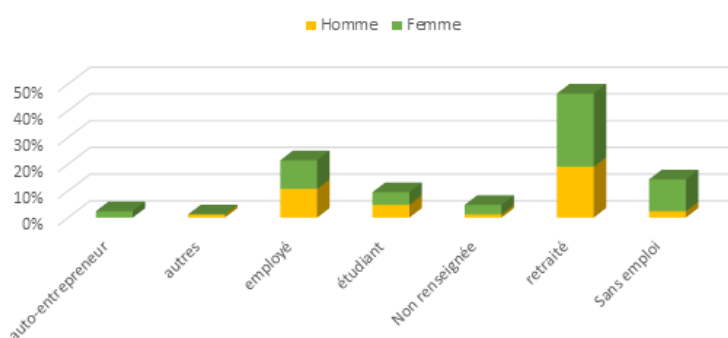
Répartition par sexe



Tranche d'âge en fonction du sexe



Répartition par catégorie professionnelle et genre (en %)



Les personnes âgées, les « oublié-es »

L'abandon est ressenti tant de la part des autorités que de l'environnement immédiat : « Les retraités qui vivent dans ces quartiers sont oubliés. L'État qui oublie d'augmenter les retraites avec un pouvoir d'achat qui fond comme peau de chagrin ». « Exclusion des personnes âgées, précarisation ».

La précarité des personnes âgées

La faiblesse des pensions de retraite est largement mise en cause : « Pas de bonne retraite, non respectés, beaucoup d'inégalités ». « Retraite : je n'arrive presque plus à vivre car tout mon argent passe dans le loyer ».

L'isolement social des personnes âgées

Faiblesse de la pension de retraite, logements inadaptés sont des facteurs qui vont engendrer un isolement de la personne âgée. Souvent l'isolement social est la résultante de la précarité : « Elles sont toujours seules ». « Les vieux sont isolés, ils sont obligés d'être dehors dans le froid ».

Mais des réactions mettent aussi en avant ce qui est précieux chez les personnes âgées pour la société : « Les personnes âgées sont souvent isolées alors qu'un échange avec elles peuvent être d'une richesse mutuelle ».



Aspirations des habitant-es

Avoir plus de ressources

Pour lutter contre la précarité et le coût de la vie, l'accent est clairement mis sur une amélioration des situations matérielles : « Augmentation des retraites ». « Améliorer, revaloriser les retraites, on a le droit de vivre ». « Revenu universel étendu jusqu'à la fin de vie ».

Et ainsi lutter contre l'isolement social

⇒ En favorisant la relation intergénérationnelle

« Échange intergénérationnel, établir un lien ». « Avoir des contacts. Des écoliers aillent visiter les personnes âgées chez elles ».

⇒ En tenant compte des ancien·nes dans l'aménagement urbain

« Espaces de rencontre et d'interaction entre génération, habitats inclusifs partagés ». « Dans mon quartier des lieux de vie peuvent être des lieux d'écoute et d'échanges ; donner un peu de temps à l'autre, s'inquiéter de l'autre pour briser la solitude et apporter un peu de chaleur ». « Je propose des espaces publics bien aménagés pour que nos seniors puissent en profiter et bien aménager les jardins, qu'ils aient plus de bancs ».

⇒ En ayant le souci de leur accompagnement, pour les aider et casser l'isolement

« Plus d'encadrement (plus s'occuper d'eux), ne pas les négliger, proposition de diverses activités ».

La fracture numérique et l'accès aux droits et aux soins chez les personnes âgées

Les démarches sont de plus en plus dématérialisées, de ce fait les personnes âgées peuvent rencontrer des difficultés dans leurs démarches administratives :

« Fracture numérique ». « Perte de savoirs potentielle d'une génération à l'autre ». « Des problèmes de curatelle sur des personnes responsables ».

Dans les structures de soins, les personnels eux-mêmes constatent les lacunes qui pèsent sur les personnes âgées : « Manque de personnel (salaires trop bas) ». « Il faut que les personnels soient plus humains. J'ai bien apprécié le travail malgré que je sois étrangère, mais j'ai gardé de bonnes relations. Pour moi, les personnes âgées, c'est ma 2^{ème} famille ».





Le thème de la culture est au dixième rang des priorités dans le classement des habitant-es. Assez peu présent dans le classement en premier, à hauteur de 4 % et dans une même proportion en thème traité ; donc des effectifs modestes, avec une légère supériorité masculine. Peu de très jeunes personnes se sont exprimées sur la culture, quelques moins de vingt ans tout de même et sinon, un éventail allant des trentenaires aux octogénaires.

Propositions mises en avant par PSN

Reconnaissance de la culture comme bien de première nécessité

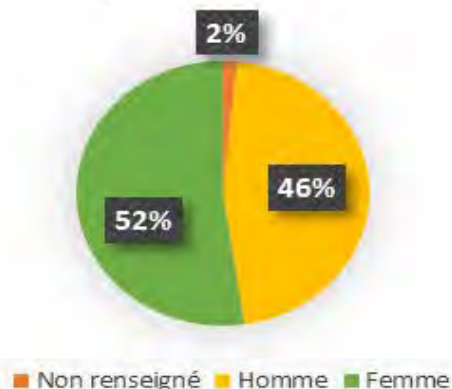
La soif de culture a été affirmée par plus d'un-e interlocuteur-riche pendant ce Tour de France, comme quelque chose qui définit les personnes, qui leur permet de se situer dans le monde. Il est donc fondamental de reconnaître la culture comme bien de première nécessité et, par conséquent, de mettre en œuvre les conditions de son accès.

Instauration d'un Festival des cultures. De même que la France a de grands festivals artistiques et des journées comme la Fête de la Musique, un Festival de toutes les cultures est à inscrire au calendrier.

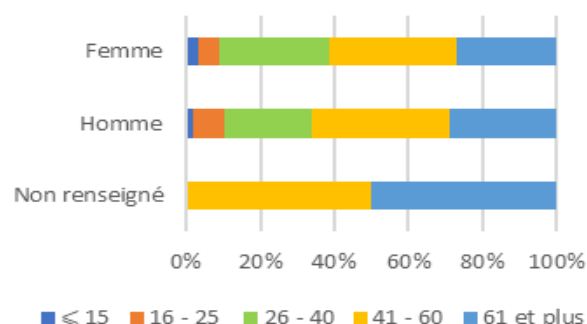
Ouverture de lieux en accès libre et en gestion autonome, de véritables maisons par et pour toutes et tous, en accord avec les municipalités. Certains quartiers sont pauvres en équipements, d'autres possèdent des équipements trop fermés, trop réservés de fait à des catégories privilégiées. Celles et ceux qui n'y ont pas accès ont besoin de lieux ouverts, en accès libre et en gestion autonome.

Quelques Chiffres

Répartition par sexe



Tranche d'âge en fonction du sexe



Des constats

La culture comme élément essentiel à l'être humain

La culture est parfois abordée dans son sens constitutif de la personne, comme quelque chose de fondamental :

« *La culture est primordiale, un homme sans culture, sans musique, sans sport, n'est pas complètement heureux* ».

« *Culture = nourriture de l'esprit donc prometteur de changements et vecteur des messages (autrement que par l'injonction et plus participatif).* »

La culture comme vecteur de vie sociale et valorisation des talents dans les quartiers

Une réflexion est perceptible sur le rôle social de la culture. Elle semble orientée par une conception de la culture comme patrimoine des individus, des groupes, des familles, des territoires :

« *Grâce à la culture on peut se parler, on peut avoir accès à tout, à l'emploi etc.* »

On note aussi l'esquisse d'une critique de la politique culturelle :

« *C'est le plus important : c'est la vie. La culture est dans la rue. Le politique : le problème* ».

Le désir insatisfait de culture

La politique de la ville a poussé à l'implantation d'équipements culturels dans les quartiers populaires et on retrouve ici le constat, déjà vu, d'équipements fréquentés plus par des gens de l'extérieur que par les habitant·es de ces quartiers :

« *Le centre Alban Minville ne sert que pour les gens de l'extérieur* ».

« *Trop élitiste. Pas assez en lien avec la population* ».

Et, en dehors de ces structures de prestige, les quartiers sont pauvres en équipements culturels :

« *Manque de structure à caractère culturel. Bibliothèque accessible uniquement pour les étudiants* ».

« *Pas d'activité culturelle, offre très faible. Pas du tout d'événementiel en dehors de la BD* ».

Le problème est posé de l'accès aux lieux culturels, qui ne va pas de soi et qui demande un accompagnement émanant du service public. Même chose sur l'aspect éducation à la culture :

« *Manque de service culturel. Manque de services publics* ».

Insatisfaction quant au financement de la culture

Le regret de ne pouvoir accéder à la culture est exprimé par ceux, nombreux, pour lesquels c'est trop cher :

« *Prix exorbitant pour certaines actions/sorties : obligés de faire des choix qui ne devraient pas exister, manger ou sortir, le choix est fait* ».

« *Le pouvoir d'achat conditionne l'accès à la culture* ».

Une critique politique de la faiblesse du budget de la culture se fait aussi entendre : « *Manque de moyens alloués aux cultures* ».

Une politique culturelle discriminatoire

L'orientation de la politique culturelle est parfois jugée discriminatoire quand elle ne tient pas compte des différentes cultures en présence dans les quartiers : « *Dénigrement des cultures locales. Absence de soutien aux cultures populaires* ».

Pour certains, cependant, la culture française c'est le summum :

« *Français d'origine ou pas, la culture française est la meilleure, de Molière à Victor Hugo : incontournable* ».

Thème choisi : Culture

Vos constats et remarques :

1. Peu de quartiers ont une bibliothèque. Elle est souvent vieillissante.
2. Comme le mouvement culturel, ils ne sont pas vraiment liés.
3. proposent des activités à proximité des habitants du quartier.
4. C'est souvent autour de la musique ou du graffiti.
5.

Vos idées et propositions :

1. Installer des bibliothèques dans les quartiers.
2. Développer des actions diverses dans les quartiers (théâtre, sport, etc.).
3. Soutenir les écoles primaires dans les quartiers à l'ouverture d'esprit.
4. En visiter des musées, ateliers de théâtre pour enfants.
5.

Aspirations des habitant-es

Pour satisfaire le désir de culture et le droit à la culture

La soif de culture est très présente dans les propos des habitant-es : « Culture = nourriture de l'esprit... ». « Un effort pédagogique est attendu dans une perspective éducative et de cohésion sociale ». « Aide pour que chacun puisse accéder à la musique, théâtre (pas que la musique urbaine) ».

Ce désir se traduit par des demandes affirmées d'ouverture d'équipements culturels dans le quartier : « Création d'un centre/ médiathèque plus grand. Projeter un projet de centre culturel. Adapter l'offre culturelle proposée à toutes les tranches d'âge ».



Pour une autre politique culturelle

Les propositions portent sur différentes dimensions de la culture :

- **Le contenu même des produits** : « Il faut développer la culture plus que l'industrie : les livres, le cinéma. Il faut prendre soin des cultures, des coutumes, des valeurs familiales ». « Proposer des spectacles différents ».
- **Le rôle d'échanges interculturels via la culture** : « Entrée gratuite au moins une fois par mois aux structures culturelles et équipements de la ville. Carte gratuite de la 6^{ème} à la fin des études, peu importe l'âge, pour les transports et entrée aux musées, bibliothèques, etc. »
- **Critique la culture alibi de la rénovation urbaine** : « Arrêter d'utiliser l'art pour transformer les quartiers ». « Ouvrir des lieux, pas que des tiers lieux ».
- **Budgets participatifs pour et par les habitant-es pour stimuler les pratiques culturelles**





Ces thèmes, qui semblent être une obsession des pouvoirs publics, ont été relativement peu abordés, du moins comme prioritaires. Ils sont bien loin des préoccupations des habitant·es des quartiers populaires, si ce n'est comme un élément de discrimination, d'injustice, d'inégalités.

Propositions mises en avant par PSN

→ Abroger la loi pour le Renforcement des valeurs de la République

Notamment le contrat d'engagement républicain et l'obligation de suivre les formations aux valeurs de la République et de la laïcité.

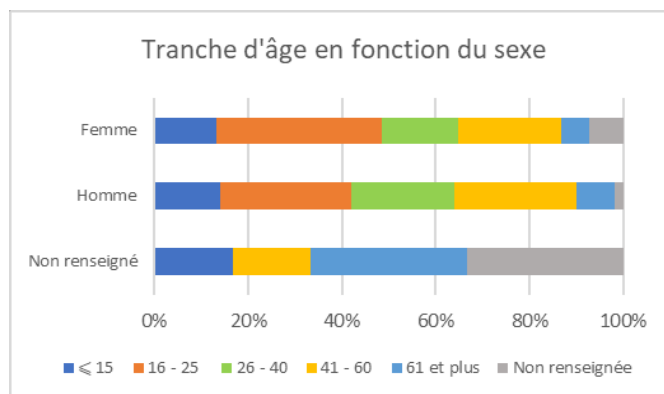
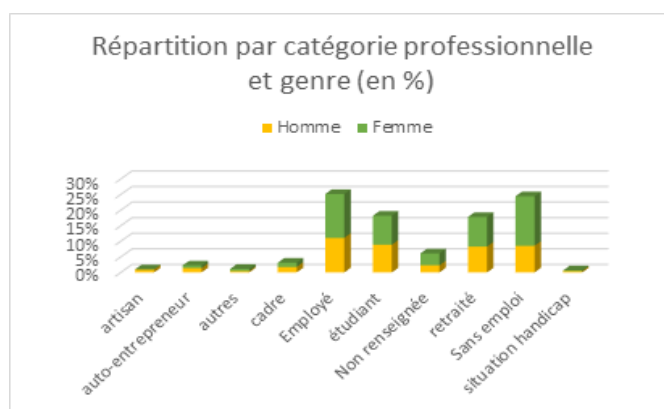
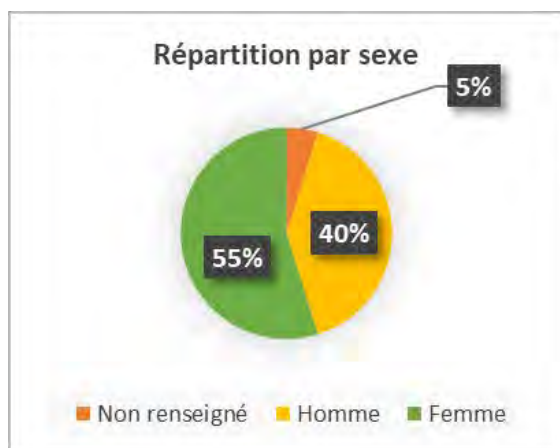
→ Enseigner la loi de 1905 dès l'école

Rappeler les conditions de promulgation de cette loi qui pose le principe de la séparation des Églises et de l'État : « *La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte* ».

Rappeler les trois principes de la laïcité : liberté de conscience, séparation des institutions publiques et des organisations religieuses, égalité de tous devant la loi quelles que soient leurs croyances ou leurs convictions.

→ Égalité de traitement de toutes les religions

Quelques Chiffres



Inégalités de traitement des religions et/ou à cause de la religion et discrimination de l'Islam

Les premiers constats concernent les difficultés à pratiquer sa religion dans certaines villes de France : « On voit très bien que [dans] certaines villes, les musulmans ne sont pas les bienvenus ». Pire « l'Islam est inégalisé et combattu en France ».

Il y a trop peu de lieux de culte pour les musulmans. Les Carrés musulmans dans les cimetières, quand ils existent, sont saturés et il est impossible de recevoir les condoléances de la famille dans les lieux de cultes : « Mauvaise égalité entre les religions. La religion musulmane est mise de côté », alors que tous affirment que toute religion doit être respectée : « Les musulmans ne sont pas plus dangereux que les chrétiens. Les chrétiens ne sont pas plus dangereux que les musulmans ».

Beaucoup expliquent cette situation par la discrimination, le racisme et l'islamophobie : « Trop de racisme », « Je remarque qu'il y a beaucoup de racistes » ; « Les gens traitent les musulmans comme si c'étaient des terroristes ».

Regards critiques sur une conception étroite de la laïcité qui s'oppose à l'égalité

Pour autant, plusieurs affirment une conception de la laïcité et revendiquent une égalité de traitement de toutes les religions au nom même de la laïcité : « Pour moi la France n'est pas laïque parce que l'on ne peut pas vivre avec nos origines et nos religions » ; « La laïcité garantit la liberté de conscience » ; « La laïcité est mal interprétée de nos jours ».

La question du port du voile, source d'injustice

Au-delà de la pratique culturelle, la religion fait également l'objet de discrimination dans l'emploi : « Certains ne sont pas acceptés dans les emplois en fonction de leurs croyances ».

Mais ce problème commence dès l'école : « Par exemple, quand je cherche un stage, il refuse car je porte le voile. Au lycée, on est obligé de retirer le voile devant la grille ».

C'est également une difficulté dans l'espace public : « Il y a des femmes qui se font mal traitées à cause du voile » ; « Le voile : D'après mon expérience personnelle, on a plus de blocage quand on met le voile que quand on ne le porte pas et ne vivant plus dans un quartier on le ressent beaucoup plus ». Cependant, certains estiment qu'il y a « trop de tenues religieuses trop voyantes ».



Aspirations des habitant·es

Une exigence d'égalité de traitement

Face aux constats du rejet de l'Islam, toutes les propositions affirment que l'Islam est une religion de paix, mais les habitant·es demandent surtout à être respecté·es, à pouvoir pratiquer leur religion et leur foi sans être jugé·es, discriminé·es, rejeté·es : « Respecter les musulmans. Nous laisser vivre notre religion en paix » ; « Que toute personne puisse vivre sa religion pleinement et tranquillement ».

Mais cette exigence d'égalité concerne toutes les religions : « Égalité au droit à un culte pour toutes personnes croyantes ou non croyantes. Acceptation et respect de la religion musulmane ». « Arrêter de faire l'amalgame ; Apprendre à connaître la personne et sa religion. Ne pas

rester dans l'ignorance. Je pense qu'il faudrait valoriser le vivre ensemble sans pour autant juger ou discriminer la religion. Apprendre à se connaître et vivre dans la diversité : Chacun peut apporter sa pierre à l'édifice. »

Elle concerne également toutes les dimensions de la vie quotidienne : logement, travail : « Transparence pour l'accès au logement, égalité entre français de souche et émigrés. Accepter aux emplois avant octroyés aux français de souche seulement (administration etc.). Pour les femmes et l'histoire du voile, essayer de vivre en harmonie entre toutes les communautés pour former un grand pays ».

Repenser/réinventer une laïcité, garante de la liberté et de l'égalité de chacun

Plusieurs personnes estiment que cette focalisation sur la religion musulmane est contraire au principe même de la laïcité : « La laïcité ne veut pas dire que Dieu est mort, il faut laisser chacun exprimer sa foi et non étiqueter une religion ». Plus encore « On nous fatigue avec les religions ; respecter la laïcité c'est respecter chacun dans sa différence ». C'est « faire de la laïcité un principe d'égalité entre toutes les religions : ça va rapprocher les français à travers une égalité et fraternité. Cesser de parler de la religion et laisser les français et notamment les musulmans pratiquer leur foi sans les juger et parler à leur place ».

Au fond, une laïcité vécue, c'est être libre de croire ou pas, d'être ouvert d'esprit et voir le monde d'une autre manière. C'est faire société ensemble : « Il faudrait que les gens sachent que malgré notre couleur de peau, notre religion, on est tous égaux ».

Un des habitants invite à « un vrai débat sur les questions que j'ai notées : religion et laïcité », mais aussi « qu'ils arrêtent de donner des commentaires sur les religions ».



Constats et aspirations sur les pratiques sociales

Sport

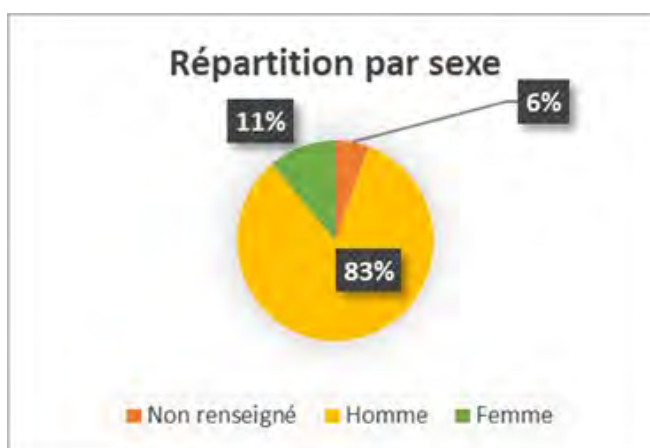
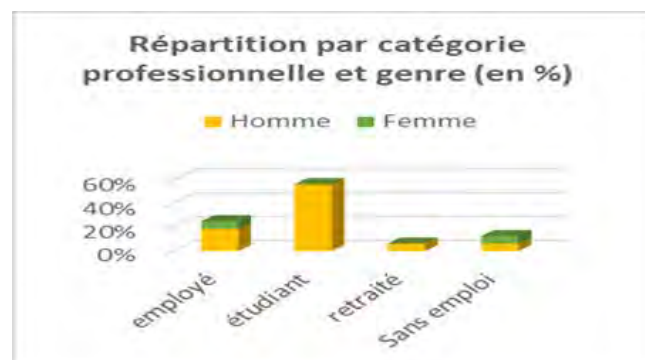
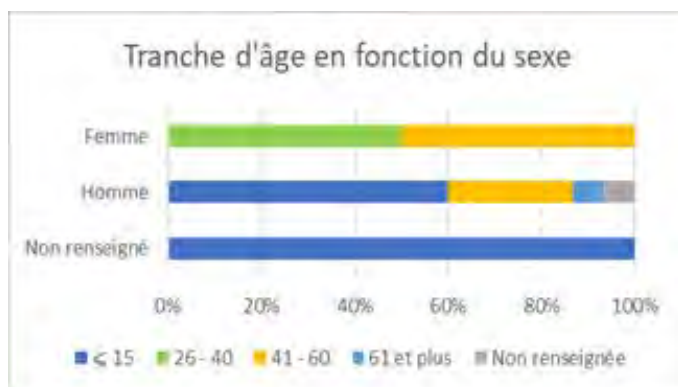


Ce sujet n'était pas proposé dans la liste, cependant ayant été traité spontanément par plusieurs personnes, il nous semblait intéressant de le faire apparaître. Ce thème a été traité très majoritairement par des hommes et principalement par des très jeunes de moins de 15 ans. Cependant les quelques femmes à s'exprimer sur le sujet, bien que plus âgées, font exactement les mêmes constats.

Propositions mises en avant par PSN

- Favoriser la pratique sportive libre en créant plus d'équipements et infrastructures de proximité
- Valoriser les sports urbains par l'intégration au sein de l'Agence nationale du Sport et l'octroi d'agrément

Quelques Chiffres



Un manque d'équipements

Unanimentement, le premier constat est un manque d'équipements ou d'infrastructures sportives en bon état. Quand elles existent, elles ne sont pas dans un bon état et surtout pas assez nombreuses au vu du nombre d'utilisateurs. « *Le city stade n'est pas terrible* » ; « *Le terrain n'est pas bien entretenu* ».

Un jeune de 11 ans d'Évreux témoigne de la difficulté à pratiquer son sport : « *Pas de place au club, pas de place de réservation pour l'accès au terrain* ».

Les bienfaits du sport

Bien que les habitant·es soient freiné·es dans leur pratique par ce manque d'équipements, l'enjeu de la santé derrière une pratique de sport régulière est clairement décrite par un jeune Toulousain qui dit : « *Le sport et le foot, c'est très important pour moi pour être en bonne santé* ». Un cinquantenaire d'Orléans élargit la question des bienfaits du sport au-delà de la santé physique en listant : « *Amitié, challenge, jeune, serein, permet d'avancer* ».

Aspirations des habitant·es

Investir dans les équipements et infrastructures

Face au déficit d'espaces entretenus permettant la pratique de sport, les propositions sont très claires : « *On voudrait un terrain de foot, de basket, de volley-ball, une table de ping-pong, un carré magique, un terrain de roller* », « *avoir plus de terrain et de club* », « *il faut améliorer le quartier avec des terrains de jeux et des équipements sportifs* ».

Il s'agit d'investir autant dans les espaces en libre accès, que dans les équipements sportifs couverts, voire dans les équipements sportifs à l'intérieur des établissements scolaires.

Au-delà des terrains et infrastructures ouvertes, des personnes proposent la « *construction d'une maison pluri-sport* » ou de lieux diversifiant les pratiques.



Investir dans les acteurs proposant des activités sportives

La pratique du sport étant souvent encadrée par des structures notamment associatives, gérées par des bénévoles, des propositions ont été faites dans ce sens par une Montreuilloise qui écrit : « *+ de financement, + de salles et lieux sportifs, + d'associations* ».

Un cinquantenaire d'Aix-en-Provence, coach sportif, témoigne également : « *Chaque fois que l'on veut monter un projet pour les jeunes, on ne perçoit aucune aide* ». Dans son métier comme dans son association, il utilise « *le sport comme outil d'insertion* ».

Valoriser les sports et toutes les pratiques sportives

En un mot, les habitant·es demandent de reconnaître l'ensemble des pratiques sportives, y compris les sports urbains ou les nouveaux sports, et d'intégrer le sport comme une matière à part entière dès l'école primaire.

Constats

« De nouvelles pratiques s'imposent progressivement en dehors des cadres réservés aux sports "officiels". Ces dernières jouissent d'une influence grandissante sur les réseaux sociaux qui leur permettent de toucher un public très large. Souvent considérées comme des marqueurs de la culture contemporaine, ces pratiques transforment l'espace public urbain en espace vécu, récréatif et ludique. Ces disciplines variées présentent également de fortes potentialités sociales et éducatives notamment auprès des plus jeunes, telles que la découverte de l'autonomie et l'acquisition de compétences sociales.

Ces pratiques, regroupées sous le nom de sports urbains, sont le breakdance (discipline des prochains Jeux olympiques), l'art du déplacement démocratisé par le film Yamakasi, le street-workout (musculature de rue), le double dutch (cordes à sauter), le basket 3x3, le football et basket freestyle, le tricks, la danse afro, etc.

Globalement, les politiques publiques mises en place dans le domaine sportif sont fondées sur les fédérations et la pratique encadrée du sport. Pourtant, le sport aujourd'hui se pratique davantage en extérieur, dans les salles privées, avec moins de contraintes, sans esprit de compétition, en dehors des fédérations, en témoigne notamment la diminution du nombre de licenciés dans les fédérations sportives agréées par le Ministère des Sports.

Dans les quartiers prioritaires en politique de la ville, on constate cette même évolution tandis que les jeunes s'emparent de l'espace urbain pour faire du sport, celui-ci permettant gratuité, liberté, créativité. Cependant, ces nouvelles pratiques majoritaires en France sont très peu valorisées et soutenues.

Peu à peu, une espèce d'injustice et d'incompréhension s'est installée entre le sport du vieux monde et les sports urbains. Alors que dans le même temps, le sport urbain permet également la mise en place d'actions d'insertion auprès des jeunes. »

Propositions

→ **Création de lieux à dominante sportive par territoire** contenant à la fois des espaces de pratiques sportives : sports urbains et sports classiques, et à la fois des espaces de convivialité, d'aides aux devoirs, coworking, maison de santé.

→ **Développement de préaux sportifs ouverts** : écologiques, car peu énergivores, peu de coût de gestion. Ils permettent une pratique libre toute l'année et de tout temps.

→ **Financement des équipements sportifs en :**

- imposant pour toute opération de rénovation urbaine qu'une part de l'investissement serve à créer des équipements sportifs ;

- mobilisant systématiquement une part de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour la construction d'équipements dans le cadre des opérations de rénovation urbaine.

→ **Reconnaître les nouvelles pratiques sportives en :**

- octroyant une représentation des sports libres et émergents au sein de l'Agence Nationale du Sport.

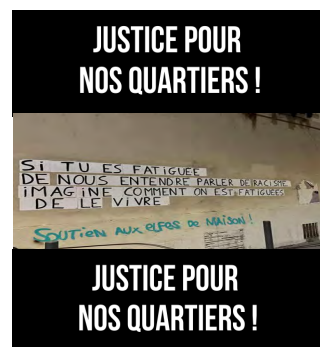
- ouvrant les attributions d'agrèments ministériels pour donner la possibilité aux fédérations et associations des nouveaux sports d'y accéder et d'avoir une politique de développement durable.





Constats et aspirations sur les aspects structurels

La justice et les droits



La question de la justice et des droits est au onzième rang des priorités de classement.

On la retrouve très liée à la thématique des discriminations et des inégalités. Elle est fréquemment mentionnée dans les constats sur d'autres thèmes, mais majoritairement décrite sous le prisme de l'injustice.

Les droits sont évoqués notamment par celles et ceux qui s'en trouvent privés. Mais beaucoup ne connaissent pas tous leurs droits.

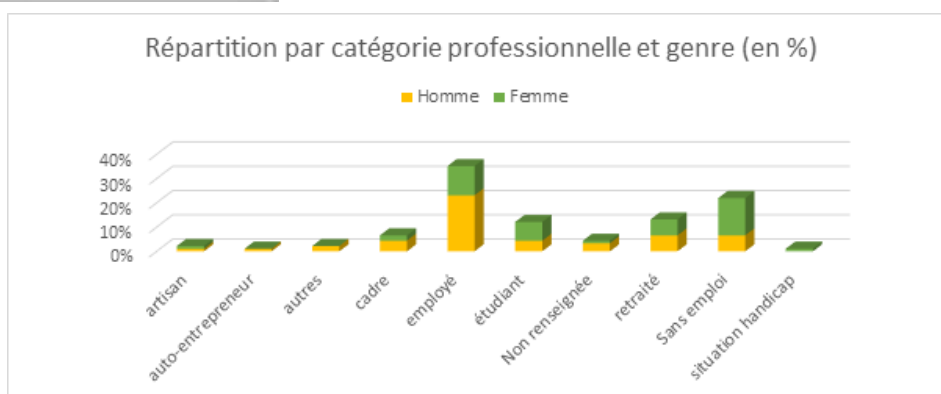
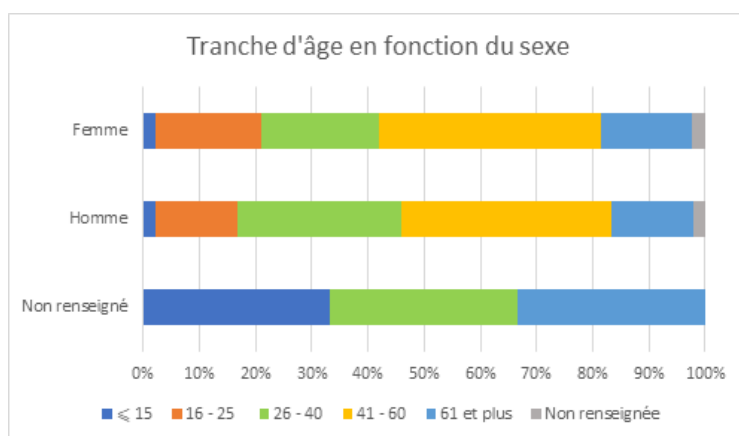
Proposition mise en avant par PSN

Renforcer l'accès à la justice pour poursuivre les actes racistes et les discriminations

Faciliter le dépôt de plainte et former les policier·ères à accueillir les victimes d'actes ou propos racistes. Faciliter l'accès à l'aide juridictionnelle.

Réduire le temps des procédures en donnant les moyens à la justice d'être un vrai service public. Rendre obligatoire pour toutes les institutions, associations et services publics qui interviennent dans le cadre du droit commun de fournir les textes de lois, droits fondamentaux humains et sociaux, textes de jurisprudence.

Quelques Chiffres



« L'injustice pour les riches n'existe pas »

Ce témoignage donne à penser que certains membres de la société sont « sacrifiés » au profit d'autres. Les habitant·es sous-entendent que la société est organisée selon ce principe et qu'elle ne reconnaît pas la dignité et le respect de chaque citoyen·ne.

Beaucoup de témoignages convergent vers l'idée du philosophe américain John Rawls, selon laquelle chaque personne possède une inviolabilité fondée sur la justice et un sentiment fort de traitement égalitaire. Selon le philosophe américain Rawls, **l'injustice apparaît dès qu'un sentiment d'inégalité** de traitement apparaît. Ce constat est particulièrement perceptible dans les réponses aux questionnaires.

« Injustice invisible suivant la classe sociale ». « Nous avons les mêmes devoirs mais pas les mêmes droits ». « Justice à deux vitesses ».

Il est aussi question de **la transformation du droit et des évolutions des droits** que l'on peut lire dans le questionnaire. Pour être plus exact, ce sont les reculs du droit et les atteintes aux droits humains, droits communs que l'on distingue derrière les témoignages.

« Si les droits ne sont pas respectés, la vie ne serait pas juste pour tous et c'est malheureusement ce qui se passe ». « Les SDF aussi ont des droits de santé ». « En banlieue, on est défavorisé ».

Beaucoup de personnes expriment un sentiment d'injustice sur le traitement du casier judiciaire

« Il faut un casier judiciaire vierge pour passer un concours mais pas pour se présenter à une élection ». « Pas de droit à l'effacement du casier judiciaire en cas de bonne conduite. La justice est mal appliquée en France ».

Il existe aussi une forte demande pour une meilleure accessibilité aux droits et à l'information juridique

« Pas de repères pour les accès aux droits ». « Mauvais accès aux droits (distance géographique) ». « Beaucoup trop de personnes vivant dans ces quartiers n'ont pas, ou trop peu de connaissances sur leurs droits ». « On ne connaît pas tous nos droits ». « Difficultés d'accès aux droits ».



Aspirations des habitant·es

Le droit d'avoir des droits

- « Avoir des droits ».
- « Avoir les mêmes droits que les autres, de défense ».
- « Même justice pour tous ».
- « Plus de droits et une justice équitable ».

Pouvoir s'appuyer sur la justice

- « La justice doit rétablir le droit quand il y a injustice ».
- « Instruire sur les droits ».
- « Former dès l'école à la connaissance de ses droits ».

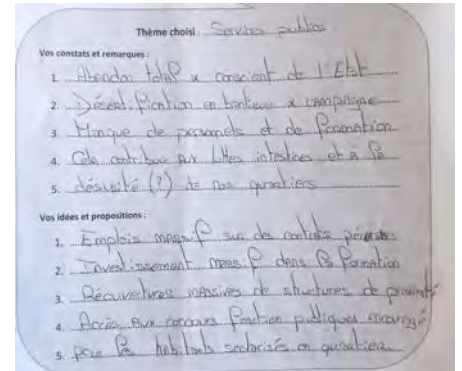
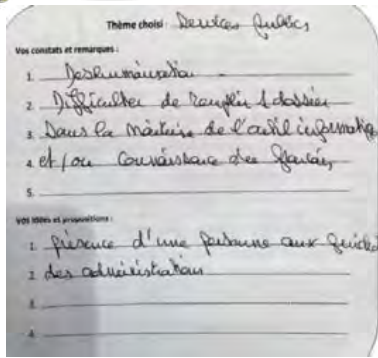
Ne pas interdire un parcours de vie à cause de délits mineurs

- « Un dispositif d'accompagnement en vue de l'effacement du casier judiciaire »



Constats et aspirations sur les aspects structurels

Les services publics et leur dématérialisation



Depuis quelques années, avec la démocratisation d'internet, un grand nombre de démarches ne se font plus qu'en ligne sur internet. La crise du Covid avec la fermeture durant plusieurs mois d'administrations et le développement du télétravail a encore accentué la place du numérique dans les démarches administratives. Pourtant la fracture numérique est une réalité pour différentes catégories de la population et elle est particulièrement développée dans les quartiers populaires ou dans la ruralité, sans parler des zones blanches.

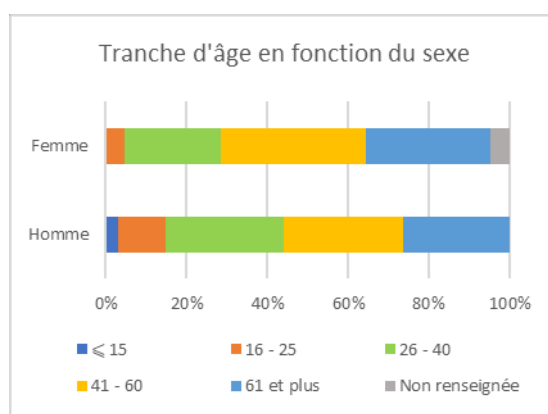
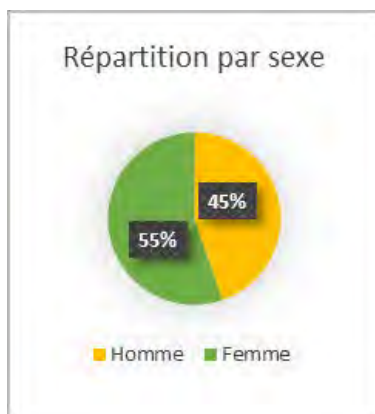
Cette déshumanisation administrative devant simplifier et rendre plus efficace un service ou une administration a également pour conséquence un plus grand éloignement de l'administration pour une partie de ses bénéficiaires. Les personnes âgées et les personnes ne maîtrisant pas la langue française ou souffrant d'illettrisme notamment se retrouvent complètement démunies lorsqu'elles ne maîtrisent pas l'outil. Elles le sont également lorsque les sites des administrations ne fonctionnent pas ou ne tiennent pas compte de situations individuelles et parfois très particulières.

Si le thème Services publics/Dématérialisation n'est classé n° 1 que par 1 % des personnes, il est le 19^{ème} thème le plus traité (ex-æquo avec Politique) sur l'ensemble des questionnaires.

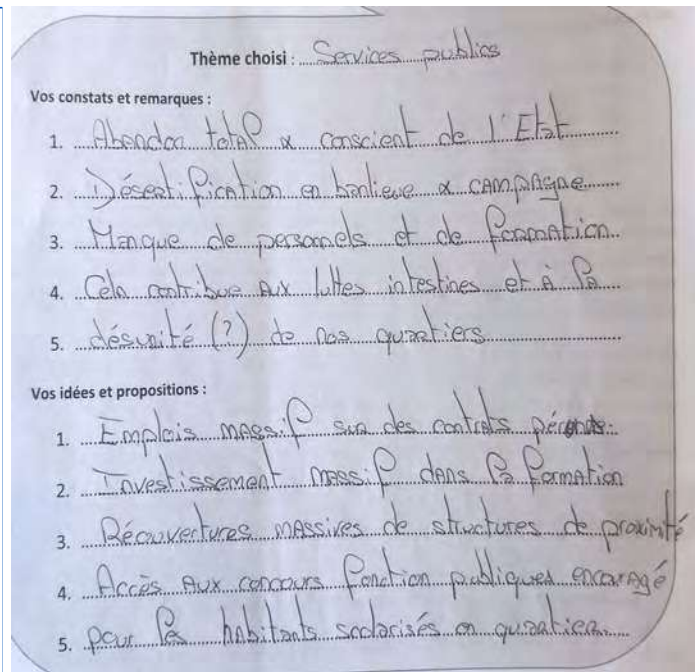
Proposition mise en avant par PSN

- **Préserver et développer des services publics de proximité** répondant aux besoins des administré·es en arrêtant de privatiser et en allouant plus de moyens financiers et de personnels.
- **Mise en place obligatoire de permanences administratives.** Que cela soit dans les Maisons France services ou dans les administrations de proximité, généralisation du guichet unique avec la possibilité de pouvoir trouver du personnel compétent et à l'écoute.
- **Lutter contre la fracture numérique** en proposant des ateliers et des formations de sensibilisation. La lutte doit commencer dès l'école en offrant à chaque élève un ordinateur lui permettant de travailler et en proposant des cours pédagogiques pour s'approprier cet outil tout au long de la scolarité.

Quelques chiffres



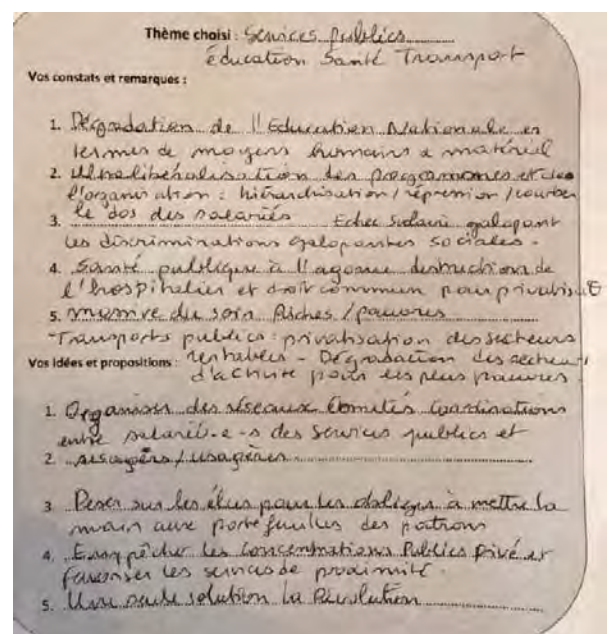
Le premier constat, très souvent évoqué, est « **l'abandon des quartiers et territoires ruraux par les services publics** ». Il est également question de « **désertification** » ou du « **délabrement** » des institutions publiques (hôpital public, Éducation nationale, transports, etc.). Cet abandon est parfois expliqué par le fait qu'il n'y ait plus de services publics de proximité, avec l'absence de « **mairie de secteur** » à Amiens par exemple, ou encore le « **manque de professionnels au sein des services publics pour répondre aux besoins de la population** ». Parfois il est plutôt lié aux politiques de privatisation des services publics. « **Les services publics sont de plus en plus laissés au privé** ». « **Quand tout sera privé, nous serons privés de tout !** »



Les lourdeurs administratives, le manque de personnels compétents et le manque de transparence sont également soulignés comme des éléments renforçant le sentiment d'inégalité. Il est question notamment des difficultés pour obtenir un rendez-vous, des délais pour avoir une réponse ou dans le traitement des dossiers ou encore l'absence de transparence dans l'accès à certains services.

« *La bureaucratie est lente, cela fait 3 mois que j'ai déposé mon dossier mais je n'ai pas encore reçu le titre de séjour* » ; « *4 ans pour que la CAF traite les dossiers. Pendant ce temps on fait comment ???* » ; « *Inégalité pour accéder à certains services publics tels que les crèches* »

La dématérialisation des démarches administratives dans les services publics met en lumière la fracture numérique, amplifie le non-recours aux droits et le sentiment d'inégalité. « *Les gens se trouvent face à une double peine. À la précarité s'ajoute la fracture numérique* ». « *Trop de personnes ne font pas valoir leurs droits car elles ne maîtrisent pas l'informatique et l'accueil devient rare dans les administrations* ». « *Tous les services publics sont accessibles par internet et donc peu ou pas accessibles par ceux qui n'ont pas accès à internet et qui ne savent pas l'utiliser (les anciens, ceux qui n'ont pas les moyens) et qui doivent faire toujours plus pour obtenir la même chose que les autres* ». « *La dématérialisation veut souvent dire exclusion.* » Les personnes âgées l'expriment bien en reconnaissant leurs difficultés à l'usage d'internet : « *Je ne sais pas faire les démarches en ligne* ».



Aspirations des habitant·es

Établir un plan de relance pour les services publics et arrêter la privatisation des services publics dans les transports, l'énergie, la santé, le logement.

La relance passerait par le fait de donner « plus d'argent, de moyens pour les hôpitaux, les écoles et l'ensemble des services publics », de « développer et améliorer les services publics de proximité », de former et recruter plus de fonctionnaires en donnant envie d'intégrer la fonction publique et en facilitant l'accès par concours aux personnes issues des quartiers.

« Il faut remettre les services publics à leur place, c'est ce qui crée le lien et le bien vivre ensemble » ;
« Tous les services sont utiles en prévention de tous les maux et régulent ou pallient les inégalités ».

Mettre en place des permanences administratives de proximité où les habitant·es peuvent être reçu·es individuellement et être écouté·es et entendu·es par des personnes qui peuvent réellement intervenir sur les différents dossiers et leur donner les bonnes informations.

« Nous devrions avoir le choix de faire nos démarches sur internet ou non »

Proposer des ateliers et des formations de sensibilisation à l'outil numérique dès l'école. Ces ateliers doivent être accessibles et gratuits pour tous les âges et pourraient passer par la « création de maison numérique ». « Le monde évolue, internet rend les choses facile mais il faut nous former à l'utilisation du numérique » ; « Lieu d'apprentissage de l'utilisation de l'ordinateur est loin ».

Proposer un suivi pour toutes les personnes qui ont d'autres difficultés comme « des cours de français pour les personnes qui le souhaitent afin de faciliter leurs démarches par la suite », la non-maîtrise de la langue française ou l'illettrisme pouvant être un frein supplémentaire. Il faut également penser aux personnes souffrant de handicap et « vérifier que les personnes qui ne peuvent se déplacer, puissent faire leurs démarches comme tout le monde ».

Renforcer les relations population/services publics en organisant des « réseaux / comités / coordinations entre salarié·es des services publics et usager·ères ».





La Police

Classé n° 1 par 8 % des personnes, il est le 12^{ème} thème le plus traité sur l'ensemble des questionnaires. Le sujet représente 4 des sujets traités sur l'ensemble des questionnaires.

Le thème de la police a été traité majoritairement par des hommes (58 %). La moyenne d'âge des personnes ayant traité de ce sujet est de 36 ans. Plus du tiers des personnes ayant traité ce sujet ont moins de 30 ans.

Sur l'ensemble des questionnaires, seuls quelques personnes parlent de la police de façon positive et constatent que le principal problème de la police est son manque d'effectif. Parmi eux, un petit nombre témoigne de beaucoup de soutiens et d'empathie aux policiers du fait des dysfonctionnements internes. Ils soulignent notamment « les manques de moyens », le surmenage / burn out, le manque de considération, y compris par l'ensemble des citoyens, et « l'absence de suivi psychologique ».

La grande majorité des personnes ayant choisi de traiter du thème de la police constate de gros dysfonctionnement et critique ce service.

La sécurité

Classé n° 1 par 11 % des personnes, il est le 9^{ème} thème le plus traité sur l'ensemble des questionnaires. Le sujet représente 5 % des sujets traités sur l'ensemble des questionnaires.

59 % de personnes ayant traité ce thème sont des femmes. La moyenne d'âge des personnes ayant traité de ce sujet est de 46 ans. 30 % des personnes ayant traité ce sujet ont 61 ans et plus.

La sécurité est prise dans son sens large : l'ensemble des questionnaires évoque soit un sentiment d'insécurité soit l'importance de se sentir en sécurité. Ce sentiment d'insécurité a des causes multiples et diverses en lien avec le ressenti individuel des personnes interrogées.

Pour certain-es, il s'agit de sécurité routière, de sécurité numérique, de sécurité dans les transports en commun, de sécurité à l'école notamment avec la prévention d'acte terroriste, de sécurité dans le logement en cas de conflit de voisinage et enfin de l'insécurité liée au racisme et à l'islamophobie.

Les incivilités, la délinquance, les agressions et le trafic de drogue sont également régulièrement évoqués par les habitant-es de différentes villes sans que ce soit toujours de la même façon.

On peut noter deux exceptions :

A Poitiers, la sécurité est évoquée par près d'un tiers des personnes ayant rempli un questionnaire, et parmi eux la moitié est masculine. La sécurité concerne principalement les jeunes qui squattent les halls d'immeubles, le trafic de drogue est aussi recensé comme un problème.

A Perpignan, la sécurité est évoquée par près d'un tiers des personnes et concerne à chaque fois les jeunes qui sont particulièrement bruyants dehors (musique, rodéos, etc...).

Inversement, à Marseille, la sécurité n'est évoquée que par 8 % des personnes. Elle concerne principalement les incivilités et petits délits comme le vol. La drogue n'est évoquée que deux fois.

Le fait que le sentiment d'insécurité soit plus fort pour les personnes de plus de 60 ans se retrouve partout. Ainsi par exemple à Échirolles cette question n'est traitée que par des personnes ayant plus de 70 ans.

SÉCURITÉ POUR NOS QUARTIERS !



Constats et aspirations sur les aspects structurels

La police et la sécurité

Plus d'un quart des personnes évoque la police lorsqu'il est question de sécurité. De plus, les propositions se rejoignent pour l'une et l'autre des propositions, c'est pourquoi, il nous paraît intéressant de traiter ces thèmes ensemble.

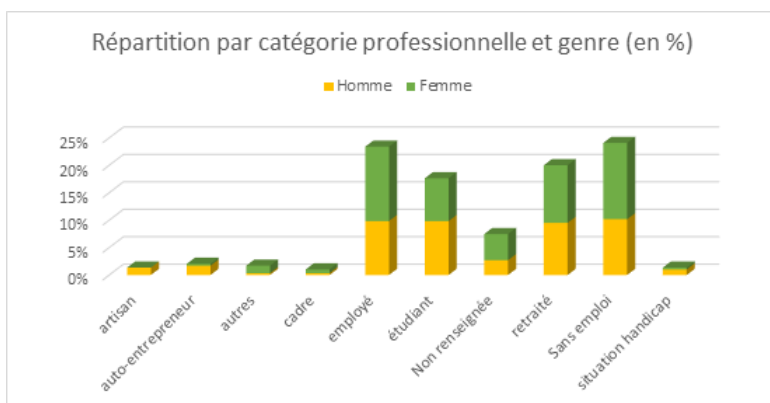
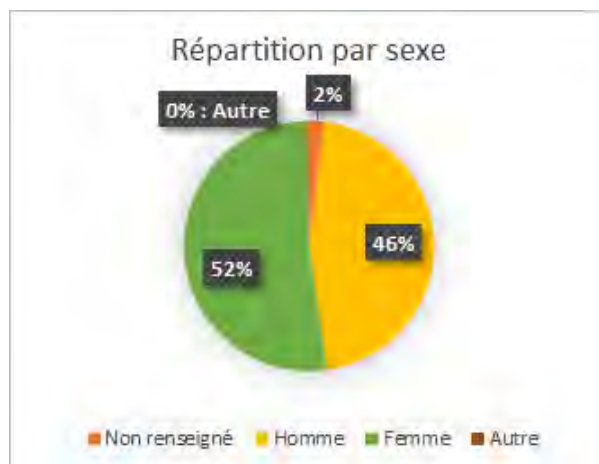
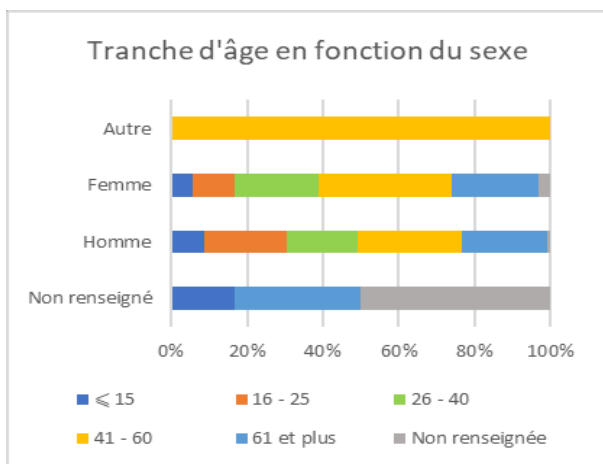
Des préjugés à combattre :

- ⇒ les quartiers sont des zones de non-droits ;
- ⇒ les jeunes des quartiers sont des délinquants, dealers, etc... ;
- ⇒ les relations police/habitant-es des quartiers sont très tendues.

Propositions mises en avant par PSN

- **Créer des espaces de dialogue** afin de favoriser les échanges et d'améliorer la communication entre les habitant-es des quartiers, les jeunes, les policier-ères, les bailleurs et les politiques afin de retrouver de la tranquillité. Apprendre à se connaître et se reconnaître en étant aidé par des professionnel-les, tels que des médiateur-rices, des éducateur-rices, permet de réduire la peur de l'autre et diminue donc le sentiment d'insécurité.
- **Des moyens pour lutter contre les violences policières et les contrôles au faciès** en mettant en place un récépissé lors des contrôles de police, en créant une instance autonome pour enquêter sur les bavures policières et en améliorant la formation des policier-ères.
- **Une plus grande présence d'une police de proximité.** Cette police doit faire prioritairement de la prévention, un travail de médiation à l'instar de ce que devait être la police de proximité. Elle doit également être plus efficace lorsqu'il s'agit d'intervenir aux sollicitations des habitant-es.

Quelques Chiffres



La Sécurité

Une augmentation du sentiment d'insécurité de façon générale, notamment des incivilités, agressions, petits délits.

L'insécurité est régulièrement liée aux jeunes qui squattent les immeubles ou bas d'immeuble, qui font du bruit et qui peuvent parfois être menaçants.

Les problèmes liés à la drogue et au trafic de drogue sont également évoqués de façon significative.

Une absence de la police, à la fois de façon préventive en étant simplement présente et à la fois lorsqu'elle est appelée pour intervenir pour divers problèmes.

La Police

« *La police ne fait pas bien son travail* » : elle n'intervient pas quand on l'appelle, elle n'est pas réactive, elle « *ne prend pas toujours les plaintes* » et n'y donne pas suite, elle joue « *les cow-boys* » et est dans l'« *intimidation, n'a pas de respect pour les gens* ». Elle « *fait usage de la force de façon disproportionnée* ».

La police est « *raciste* » notamment à travers « *les contrôles au faciès abusifs* ».

La police commet « *des bavures et des violences policières* ». Elle « *frappe* » et « *insulte lors des contrôles ou interventions, notamment des brigades comme la BAC* ».

« *La police est corrompue* » : elle travaille étroitement avec le politique (national ou local) mais aussi avec les dealers ou « *racket des jeunes* ».

L'opération "Nos quartiers ont de la gueule !" passe par ici

CITOYENNETÉ

La Mosson ce mardi, puis Aiguelongue, Saint-Martin, Figuerolles et Comédie demain

Frédéric Mayet
fmayet@midilibre.com

Le nom claque comme un slogan revendicatif : "Nos quartiers ont de la gueule !" Ce tour de France prévu dans 45 villes françaises comptant des quartiers populaires va faire étape deux jours à Montpellier (mardi 9 et mercredi 10 novembre). « *Nous allons même arriver le lundi 8 de 12 h à 15 h à la cité Gély* », complète Mohamed Mechnache. Fondateur et président d'honneur du collectif Pas sans nous, à l'initiative de l'opération. Ce mardi 9, une balade urbaine



Rencontres et débat à La Paillade ce mardi 9 novembre.

est annoncée à La Paillade (10 h- 12 h). Un barnum sera également installé près des halles des Quatre-Saisons.

Balade urbaine et débat à La Paillade

L'après-midi (14 h-16 h 30), place à une conférence-débat sur le thème : "Démocratie par-

ticipative/démocratie représentative : Quels équilibres ?" Suivra, mercredi 10, un petit tour de ville avec quatre arrêts successifs : Aiguelongue (9 h-10 h), Saint-Martin (11 h-13 h), Figuerolles (13 h 30-14 h 30) et place de la Comédie (15 h-17 h).

« *L'objectif de tout cela a deux*

justifications. D'abord, celle de dire qu'il y en a marre de stigmatiser des quartiers qui sont, aussi, les lieux d'initiatives positives, de réussites entrepreneuriales comme scolaires. »

Mohamed Mechnache, qui a également été membre fondateur du Collectif ACLeFeu (association Collectif liberté égalité fraternité ensemble unis), aborde cette proposition qui s'achèvera le 12 mars prochain. « *Les quartiers ont des choses à dire.* »

Un épilogue qui prendra la forme d'un manifeste... en pleine campagne présidentielle.

« *Le but est de faire le plus grand sondage qui existe en allant vers les habitants en expliquant, notamment, que la première insécurité est sociale. Le manifeste sera une synthèse qui permettra d'expliquer aux candidats le quotidien des Français vivant dans les quartiers populaires.* »

Aspirations des habitant·es

La Sécurité

- **plus de médiateur·rices « reconnu·es »**, éducateur·rices de rue pour écouter et aider les jeunes.
- des **actions de prévention police/ population**, de sensibilisation et de pédagogie avec tous les habitant·es et les bailleurs.
- une **plus grande présence policière**, plus d'effectifs et de moyens, de réactivité. **Une police de proximité** ou d'agent·es de sécurité.
- des aménagements urbains ou périurbains plus adaptés ainsi qu'une sécurisation des accès d'immeuble et de parking (vidéo, interphones avec caméra, portes sécurisées, portails, bornes téléphoniques pour appel d'urgence...).
- **proposer un lieu aux jeunes** ainsi que des activités et aider les jeunes pour qu'ils soient occupés, qu'ils trouvent un travail.

On pourrait également citer des propositions plus particulières et individuelles :

- une femme critiquant une justice trop laxiste qui ne punie pas assez sévèrement les délinquants ou trafiquants de drogue.
- un quarantenaire proposant le port d'arme pour pouvoir assurer sa propre sécurité, des cours d'auto-défense pour les enfants et femmes ou encore former des chiens.
- un septuagénaire proposant de dépénaliser le cannabis pour supprimer les violences liées au trafic.

La Police

- des **relations plus importantes entre police/habitant·es, police/associations, police/jeunes**, à travers des espaces d'échange ou des actions communes.
- une **police de proximité** qui ferait de la médiation avec des agents connus des habitant·es, jeunes et moins jeunes.
- mettre en place **des outils permettant de limiter les bavures** ou dérives tels que les récépissés de contrôle d'identité, les caméras embarquées, etc...
- **sanctionner les bavures et violences policières** et avoir **un organe de contrôle plus indépendant** que l'IGPN.
- de **meilleures formations pour les agents de police**, revalorisant le civisme ainsi que des formations luttant contre les préjugés racistes **plus spécifiques** sur les habitant·es des quartiers, sur les problématiques liées aux violences conjugales et au genre.
- **plus d'effectifs de police** pour mener des interventions plus efficaces, plus justifiées et plus calmes : **une plus grande réactivité** lorsqu'elle est appelée, moins de contrôles abusifs, des interventions non violentes et avec respect.





Constats et aspirations sur les aspects structurels

Le racisme

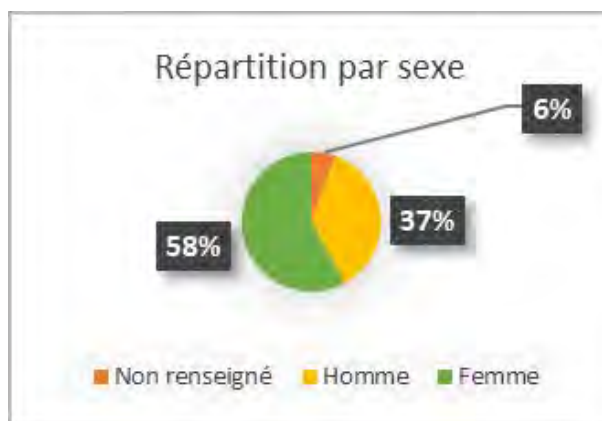
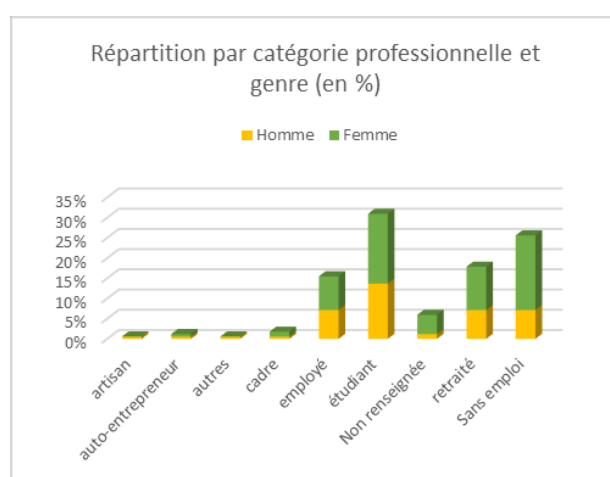
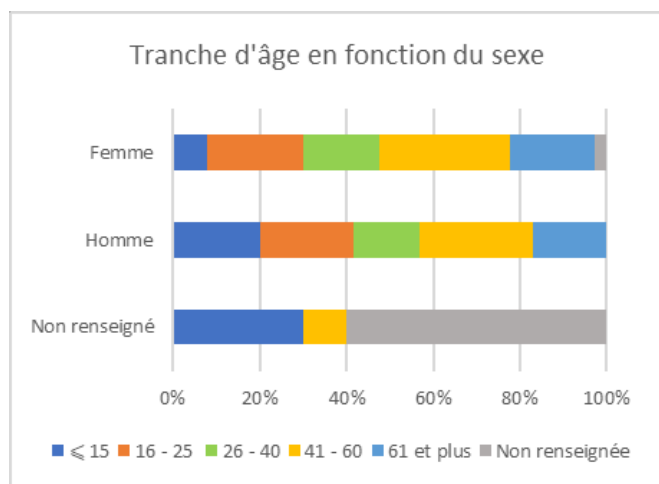
La question du racisme est très présente dans les réponses aux questionnaires. Elle croise parfois la question des discriminations ou celle de la religion, mais elle apparaît toutefois comme une problématique à part entière liée aux préjugés, à la méconnaissance de l'autre, à l'exacerbation des difficultés économiques et sociales et à son instrumentalisation par les politiques.

C'est le 5^{ème} thème le plus cité comme prioritaire.

Propositions mises en avant par PSN

- Faire de la lutte contre tous les racismes une priorité nationale par des campagnes d'affichage, publicitaires, spots...
- Renforcer l'accès à la justice pour poursuivre les actes racistes :
 - Faciliter le dépôt de plainte et former les policier·ères à accueillir les victimes d'actes ou propos racistes.
 - Faciliter l'accès à l'aide juridictionnelle.
 - Réduire le temps des procédures en donnant les moyens à la justice d'être un vrai service public
- Renforcer les moyens du Défenseur des Droits pour qu'il puisse accompagner les victimes d'actes racistes dans des délais respectueux de la dignité des personnes

Quelques Chiffres



Des constats

« *Le racisme en France est institutionnalisé à tous les niveaux. Le discours des grands groupes médiatiques accentue la montée du racisme. Les agressions racistes sont permanentes et quasi jamais punies/dénoncées. Les hommes cis[genre] blancs ne se rendent pas compte de ce qu'est une oppression systémique (comme le racisme, le sexisme, la transphobie...). Les luttes antiracistes et antifascistes sont sans cesse persécutées par les pouvoirs publics* ».

Le premier constat qui ressort des réponses des habitant·es, de façon quasi unanime, c'est que **le racisme est partout**, et même institutionnalisé pour certain·es : à la télévision, dans la rue, à l'école, au travail, entre enfants, dans les transports, dans les cafés et les magasins, avec la police et les contrôles au faciès, à l'encontre des femmes, au prénom, à l'origine, spécialement à l'encontre des noir·es et des arabes...

« *Trop de racisme en France* » ; « *Trop de racisme dans les médias* » ; « *Médias et politique qui banalisent le racisme* » ; « *On est mal vus, ils ne nous aiment pas, ils cherchent la haine contre nous* ».

Avec le sentiment que le racisme ne fait que s'accroître, dans le contexte d'un climat de peur installé depuis les attentats de Paris : « *Avant, je n'ai jamais connu le racisme. Les gens ne le montraient pas. Maintenant on a peur* » ; « *Les gens deviennent de plus en plus racistes avec tout ce qu'on entend à la télé* ». Et pourtant, « *tout le monde a le droit d'être d'une couleur différente* ». Au point que certain·es pensent que le racisme est un symptôme d'une maladie de notre système économique et social et propose donc de traiter le racisme en urgence sociale, notamment contre l'islamophobie.

Les causes du racisme

Pour certain·es, le racisme est essentiellement lié à la longue histoire coloniale, en relation avec les problèmes économiques, exacerbé par les cultures religieuses, mais aussi en relation avec le terrible problème palestinien.

Racisme et emploi

Il est aussi lié à la situation économique : « *Le sentiment que les français pensent que les étrangers volent leur travail* ».

Et de fait, beaucoup parlent du « *racisme au travail (embauche de personnes étrangères en CDD pour les services les plus lourds, laborieux, (gériatrie)* » ou « *des personnes qui veulent travailler mais qui ne peuvent pas car il y a trop de racisme* », sans même évoquer le droit du travail qui ne seraient pas respectés de la même manière en fonction de l'origine des personnes.

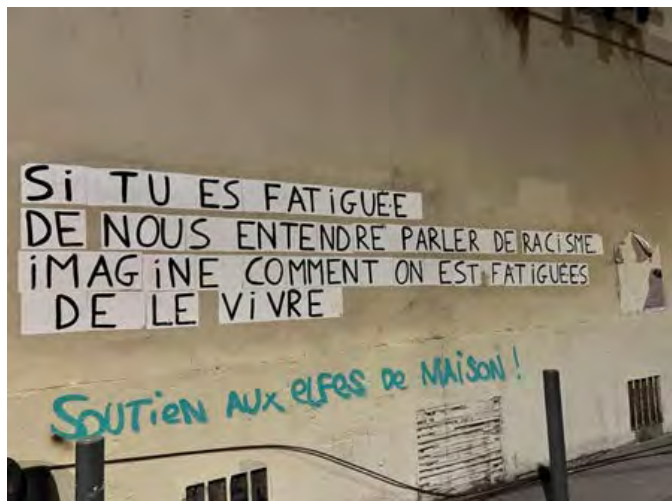
Il y aurait ainsi une surexploitation de l'étrange·ère, sous-payé·e et qui ne saurait pas où se diriger pour connaître ses droits. Les grèves des travailleurs sans-papiers de ces derniers temps ne font que confirmer les remarques recueillies dans les questionnaires.

Racisme et éducation

« *Il y a du racisme à l'école, les enfants sont racistes entre eux* ». Plusieurs personnes nous rappellent que le racisme commence dès le plus jeune âge : « *Tous les jours à l'école, les enfants subissent ça et un jour ils vont craquer. Traumatisme* » et la même personne explique que son enfant a été tabassé, que le racisme, ce n'est plus possible et qu'elle a peur pour ses enfants.

Racisme et droit

Seul·es certain·es font référence au droit et rappellent que c'est un délit : « *Trop de racisme. Il faut arrêter ça. Arrêter d'utiliser la "liberté d'expression" comme excuse (y a des limites)* », et appellent à des sanctions pénales.



Aspirations des habitant.es

Logiquement, les habitant.es font différentes propositions en écho à leurs constats. Ils et elles sont particulièrement critiques par rapport aux médias qui insufflent du racisme et demandent à sanctionner les discours de haine médiatiques : « Média : BFMTV et CNEWS, il faut supprimer » ; « Sanctionner les discours de haine médiatiques, arrêt de financements de médias par de grands groupes ou des millionnaires ».

Toutefois, la principale proposition, c'est l'appel à mieux vivre ensemble, à se connaître, à développer des temps d'échanges, des fêtes, des manifestations culturelles : « Plus de fêtes et événements tous ensemble au quartier » ; « J'aimerais que l'on favorise plus les rencontres, les fêtes pour se connaître, pour "casser" les murs et avoir moins peur de ce que l'on ne connaît pas » ; « Multiplier les actions citoyennes qui ont pour but la mixité, l'ouverture aux autres, les comprendre » ; « Avoir une vraie politique inclusive d'ouverture culturelle », pour conclure que « chaque culture fait avancer dans la vie, ne l'oublions pas !!! »

Certains font des propositions plus ciblées

- Pour accueillir les personnes victimes de racisme : « créer des espaces de parole et d'écoute bienveillante, espaces de médiation subventionnés dans les associations ».
- À l'école, avec des actions de prévention dans les écoles, collèges, lycées, fac, afin d'éduquer les gens dès leur enfance : « Lutter contre le racisme et les discriminations par des rencontres scolaires où partager nos cultures, nos repas, nos musiques » ou « enseigner la communication non violente dans les écoles ».
- En direction des femmes : s'organiser avec les mamans pour agir « Arrêter l'amalgame et faire en sorte de nous laisser intégrer la société avec nos valeurs, nos principes et religion ».
- Ou encore sur la suppression des contrôles au faciès afin que la police soit là pour faire son travail (protéger les gens et les biens) et non pour inquiéter avec des contrôles d'identité à répétition.

Et le droit ?

Les personnes, qui rappellent que le racisme constitue un délit, font également des propositions pour remettre du droit, du juridique pour le combattre.

Certains appellent à pénaliser plus fortement les discriminations et le racisme, d'autres à juger à la même hauteur le racisme et les coups physiques, d'autres enfin à élever le montant des amendes pour propos racistes afin de dissuader voire à condamner à des peines de prison pour les actes racistes.

Encore faudrait-il que la justice ait les moyens de sa politique !

Quelques propositions plus spécifiques apparaissent dans le domaine juridique : « Créer des inspecteurs du travail dédiés aux luttes contre la discrimination » ; « Interdire tous les partis et associations aux propos discriminatoires, les dissoudre à la 1^{ère} constatation ».

Avec, sur le plan politique, une demande bien précise qui est d'arrêter d'utiliser les immigrés à chaque élection, d'en faire un réservoir de coupables et ainsi d'alimenter le racisme.

JUSTICE POUR NOS QUARTIERS !



Constats et aspirations sur les aspects structurels

Les discriminations et les inégalités

Ce thème arrive en 4^{ème} position, mais il est transversal à tous les thèmes abordés : Logement/cadre de vie, Emploi/chômage, Culture, Religion, voire dans Santé, Transports....

Cette thématique est abordée transversalement de la même manière par tous les âges et on retrouve ce constat dans les différentes catégories socioprofessionnelles.

Propositions mises en avant par PSN

› **Éduquer sur les discriminations et les inégalités**

À l'école et au collège, dans les associations, les centres sociaux et autres équipements collectifs, engager des formations et des débats sur les racines des discriminations et des inégalités. Ces deux notions sont proches mais non identiques et il est important de démontrer leurs mécanismes pour mieux s'opposer à leurs manifestations.

› **Égalité de traitement de tous les quartiers**

Ce que la presse, la police et d'autres services publics appellent des zones de non-droit sont en réalité des quartiers négligés, voire abandonnés dans lesquels le droit commun est refusé aux habitant·es. Nous demandons la restauration du droit commun intégral en ce qui concerne les écoles, les services, les équipements, la voirie et tout ce qui fait le quotidien des habitant·es qui y ont droit.

› **Rendre compte au moins annuellement des engagements des élus, des bailleurs sociaux et des services de l'État aux habitant.es**

Les habitant·es ne vont pas se contenter de promesses. La restauration du droit commun passe par des actes précis dans les différents domaines évoqués dans ce manifeste. Les acteur·rices des politiques publiques et des services marchands vont devoir rendre compte auprès des habitant·es.

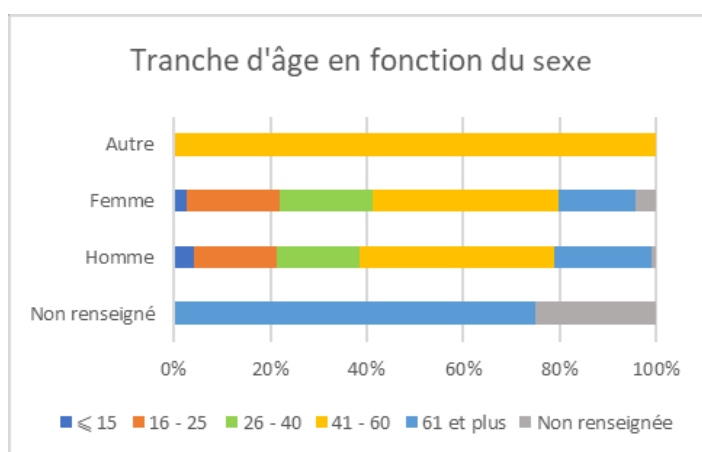
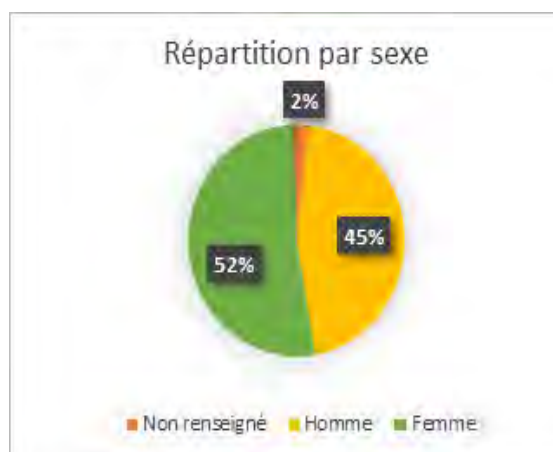
Autres propositions liées à la justice et aux droits :

- **Une accessibilité à la justice pour tous afin d'éviter les discriminations et inégalités sociales**
En fournissant une assistance juridique aux individus mais aussi en les sensibilisant sur leurs droits et en les informant sur les textes de lois et la jurisprudence en s'appuyant sur des « para-juristes ».

- **Un accès aux textes de lois et de la jurisprudence**

En accélérant l'accessibilité de ces documents par l'open data. Les textes de jurisprudence et notamment les décisions de justice sont encore trop difficilement accessibles y compris pour les professionnels du droit.

Quelques Chiffres



Deux aspects de la discrimination et plusieurs aspects des inégalités

Des inégalités de traitement concernent la couleur de la peau, la consonance du patronyme, la représentation d'une « ethnicisation » du quartier, l'adresse, les signes extérieurs de la religiosité.

« Si tu es une personne noire, le travail de bureau ce n'est pas pour toi ». « Trop de refus de travail ou de stage à cause de l'adresse ». « Difficultés d'accès au logement selon la sonorité du nom ». « Inégalité et discrimination des personnes racisées dans la vie en communauté : rue, transport, travail... »

Les personnes appellent l'État à se saisir de la réalité discriminatoire et de leurs conditions de vie inégales. Et pour elles cela passe par une épreuve de vérité.

« Les élus ne prennent pas en compte les quartiers », « Dire la vérité », « Mensonge politique », « Une fracture où on accentue les différences, et où les politiques qui nous représentent se gavent à notre détriment ».

Désir que le discours politique soit en conformité avec les faits pour pouvoir lutter contre cette injustice

« Les agressions racistes sont permanentes et quasi jamais punies/dénoncées ». « Reconnaissance des problèmes racistes au niveau local et politique ». « Les différences ne sont pas reconnues. Du coup, cela crée beaucoup d'injustices ». « Une injustice à réviser ».

Ce questionnaire met en évidence le fait social que représentent les discriminations ethno-raciales dans les quartiers prioritaires.

Autres formes d'inégalités

Touchant, par exemple, à l'accès aux biens de première nécessité, aux services ainsi qu'à des faits de société et à différentes catégories sociales : « L'alimentation reflète les inégalités sociales : plus vous êtes pauvres, moins vous choisissez votre alimentation ». « Inégalité face à la crise climatique (les plus riches sont les plus émetteurs de CO2) ». « Les personnes handicapées devraient être prioritaires sur beaucoup de choses ». « Trop de discrimination envers les personnes handicapées ».

Les discriminations posent un problème en termes de droit

le droit positif (ensemble des règles et des lois en vigueur qui organisent la vie d'une société), le droit subjectif (les droits subjectifs auxquels une personne peut prétendre pour défendre ses intérêts) et de l'application du droit et des droits communs.



Aspirations des habitant.es

Les personnes interrogées ont émis beaucoup d'idées de stratégies de lutte contre les discriminations

On peut les ranger dans deux groupes.

Le premier consiste à fédérer toutes les luttes contre les discriminations et les inégalités.

Cette approche ne questionne pas les critères sur lesquels se fonde le traitement inégal, la lutte contre leur côté illégitime prime :

« Lutter ensemble pour de nouveaux droits et l'emploi ».

« Les nouvelles générations doivent lutter plus pour réparer les dégâts des anciennes générations ».

« Combattre la discrimination de toute nature ».

« Combattre les inégalités ».



Le second repose, à l'inverse, sur la reconnaissance de la spécificité des réalités sociales de chacune des discriminations.

Dans cette approche, le fait discriminatoire est identique, mais la production des représentations et des pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes, des homosexuel·les, des handicapé·es, des immigré·es procède de logiques différentes et appelle donc des luttes particulières et des politiques distinctes.

« Les femmes doivent pouvoir reprendre une place dans l'espace public ».

« Permettre aux associations LGBTQIA+ de faire des actions de sensibilisation ».

« Construire plusieurs associations bénévoles (venant des personnes de couleur Arabes, Africains) ».





UN GRAND MERCI !

80 16 45
69 68
34 11
59 31
30

Collectif des habitants du quartier
Robert Schuman Melon

Avec le soutien de
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AGENCE NATIONALE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES
MINISTÈRE CHARGÉ DE LA VILLE